

Bulletin Trimestriel
Conjoncture économique, monétaire et financière
Îles de Wallis et Futuna

N° 129
1er trimestre 2007

SOMMAIRE

SYNTHESE	3
1. L'Analyse de la conjoncture	5
1.1 L'enquête de conjoncture	5
1.1.1 Note méthodologique.....	5
1.1.2 Analyse de la conjoncture au 31 décembre 2006.....	6
1.2 La demande des menages	10
1.2.1 La consommation des ménages	10
1.2.2 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	13
1.3 Les principaux indicateurs économiques.....	14
1.3.1 L'emploi	14
1.3.2 Les salaires.....	14
1.3.3 Les prix	15
1.3.4 Le commerce extérieur	15
1.3.5 Suivi des recettes fiscales.....	16
1.3.6 L'énergie.....	18
1.3.7 Les échanges	21
1.3.8 Les télécommunications	22
1.3.9 Evolution des cours de change.....	23
2. L'évolution monétaire et financière	24
2.1 Les actifs financiers	25
2.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I)	25
2.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II)...	27
2.1.3 Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III)	27
2.1.4 Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures (dépôts HZE)	29
2.2 Les passifs financiers.....	31
2.2.1 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV)	31
2.2.2 Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....	33
2.2.3 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV+V)	34
2.3 La masse monétaire (M3) et ses contreparties.....	37
2.3.1 La masse monétaire (tableau VI)	37
2.3.2 Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....	38
2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....	39
2.5 Rappel des taux	40
2.5.1 Le taux d'intérêt légal.....	40
2.5.2 Les taux d'intervention de l'IEOM au 31 décembre 2006.....	40
2.5.3 Les taux du marché	40
2.5.4 Les taux d'usure	42
3. Les Missions de l'IEOM	43
3.1 L'émission des signes monétaires	43
3.2 Les opérations de compensation interbancaire	44

SYNTHESE

La conjoncture économique de Wallis et Futuna

Selon l'enquête de conjoncture réalisée sur un échantillon restreint, les chefs d'entreprise interrogés des secteurs du commerce et des services constatent une reprise de leur activité au dernier trimestre 2006. Malgré la dégradation des charges, de la trésorerie et l'allongement des délais de paiement des clients, des investissements ont été réalisés à niveau d'emploi constant.

Au cours du quatrième trimestre, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire est passé de 376 à 361 (-0,3 %). Après une période de baisse significative au deuxième semestre 2005 (en liaison avec l'interdiction des jeux de hasard), on observe une relative stabilité de cet indicateur depuis un an.

La consommation des ménages reste stable ce trimestre, l'encours des crédits à la consommation enregistrant une légère progression de 0,7% relativement au trimestre précédent. Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs enregistre une forte hausse au quatrième trimestre, tant au niveau des automobiles (+138,7 %) que des deux roues (+191,7 %), vraisemblablement non financés par crédit bancaire en baisse de -30,3% pour ce type de prêt. Le montant des recettes de taxes intérieures de consommation perçues par le Territoire est en léger retrait (-3,75%) en 2006 par rapport à l'année 2005, notamment en ce qui concerne les hydrocarbures dont la régression n'est pas compensée par la hausse des recettes sur les ventes de tabac.

L'évolution de l'indice des prix à la consommation en glissement annuel se traduit par une inflation annuelle de 2,5% en 2006. Le prix des produits alimentaires reste relativement stable sur la période (+ 0,5 %). A contrario, on observe une montée des prix des produits manufacturés et des services avec respectivement 4,7 % et 3 %.

Les consommations de carburants des véhicules terrestres sont en hausse au quatrième trimestre 2006 avec des progressions de 6,6 % pour l'essence et de 6,2 % pour le gasoil par rapport au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année, la tendance est à la baisse aussi bien pour la consommation d'essence (-6,7 %) que de gasoil (-1,2 %).

Malgré une légère hausse de +7,4 % au dernier trimestre 2006, les ventes totales d'électricité stagnent sur le Territoire (+0,2 %) par rapport à 2005. La production suit la même tendance. Les prix de l'électricité enregistrent une augmentation de 1,5 % ce trimestre et de 13 % au niveau annuel. Ces hausses résultent à la fois des coûts de maintenance du réseau et des variations du prix du gasoil.

Tant en 2006 qu'au dernier trimestre, les importations du Territoire enregistrent une nette progression en valeur. Sur le 4^{ème} trimestre, elles atteignent un niveau record avec 1 815 millions de XPF de biens importés (+62%) contre une moyenne de 1 150 millions de XPF pour les trois derniers trimestres. En cohérence avec la hausse des immatriculations de véhicules, les importations de matériel de transport ont été multiplié par 5 (atteignant 455 millions de XPF), tandis que les produits alimentaires connaissent une progression de 53 %.

Les recettes fiscales dépassent les prévisions budgétaires avec un taux de réalisation annuel de 108% et un montant de 1.589 millions de XPF en 2006. Elles reposent principalement sur les droits de douane et les taxes d'entrée dont les taux de réalisation sont respectivement de 119 et 111%.

Les dépôts collectés et gérés localement progressent de 6,9% au quatrième trimestre 2006. L'encours de ces derniers passe ainsi de 3 117 millions de XPF au 30 septembre 2006 à 3 333 millions de XPF fin 2006.

L'encours des crédits bancaires décroît ce trimestre. Il atteint 2 989 millions de XPF contre 3 073 trois mois auparavant. Cette évolution confirme la tendance observée depuis 15 mois.

La masse monétaire (M3) s'établit à 5 012 millions de XPF au 31 décembre 2006 (+5,9% sur le trimestre). Elle poursuit ainsi sa progression, fortement marquée par l'évolution des comptes sur livret (+15,3% ce trimestre) et des dépôts à terme (+35,1%) de la banque locale, la circulation fiduciaire connaissant, quant à elle, une augmentation de 3,8 %.

1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE

L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le dix-neuvième trimestre consécutif une enquête de conjoncture. Cette enquête, accomplie sur le mois de février 2007, a porté sur le quatrième trimestre 2006 et sur les perspectives pour le premier trimestre 2007. Elle a été effectuée auprès de chefs d'entreprises des deux principaux secteurs du Territoire : le commerce et les services. L'échantillon visé totalise 37 entreprises. Toutefois, et malgré une demande d'appui de la Chambre Interprofessionnelle du Territoire, le taux de retour des enquêtes est resté modeste. Il ne permet pas d'établir une décomposition des résultats par secteur et fait donc l'objet d'une analyse globale.

1.1.1 NOTE METHODOLOGIQUE

Les chefs d'entreprise sont interrogés sur l'évolution des caractéristiques économiques de leur établissement, par rapport au trimestre précédent et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 3, selon que la situation s'est dégradée, est restée stable ou s'est améliorée). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique.

Ainsi, une valeur comprise entre 1 et 1,75 correspond à un recul, une valeur située entre 1,75 et 2,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 2,25 et 3 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisées sur les questions ouvertes.

EXEMPLE							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
 Amélioration	 Hausse	 Allègement	 Allègement	 Plus courts	 Accroissement	 Hausse	 Embauches
 Dégradation	 Baisse	 Alourdissement	 Alourdissement	 Plus longs	 Dégradation	 Baisse	 Licenciements

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur

absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écartier ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

1.1.2 ANALYSE DE LA CONJONCTURE AU 31 DECEMBRE 2006

La conjoncture au quatrième trimestre 2006 par rapport au trimestre précédent:

Selon les chefs d'entreprises interrogés, l'activité s'est renforcée au dernier trimestre 2006. Malgré la dégradation des charges, de la trésorerie et l'allongement des délais de paiement des clients, des investissements ont été réalisés à niveau d'emploi constant.

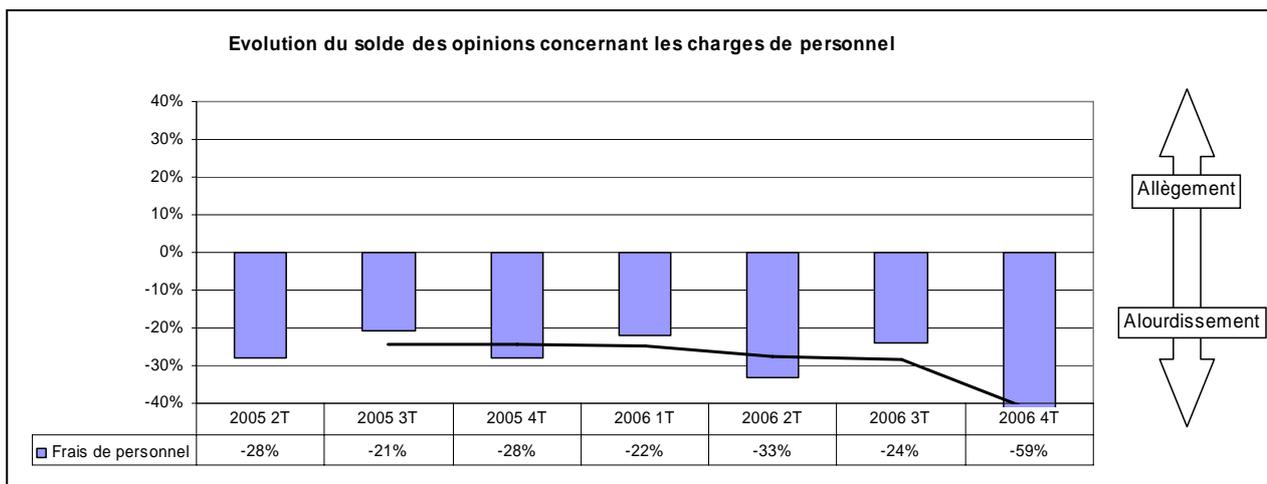
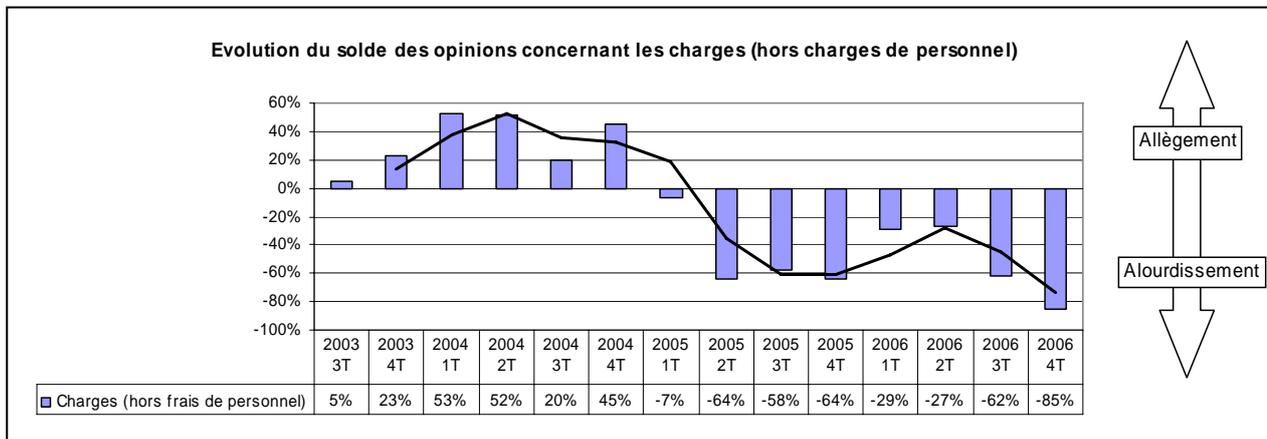
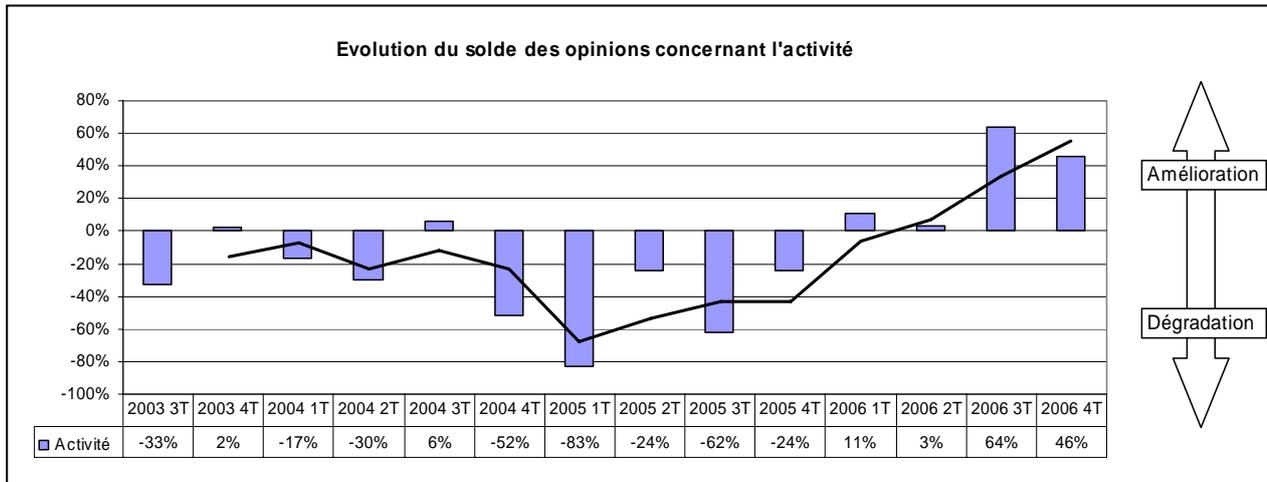
EVOLUTIONS							
Par rapport au trimestre précédent							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
↗	↗	↘	↘	↘	↘	↗	→

Anticipations des chefs d'entreprises pour le premier trimestre 2007 :

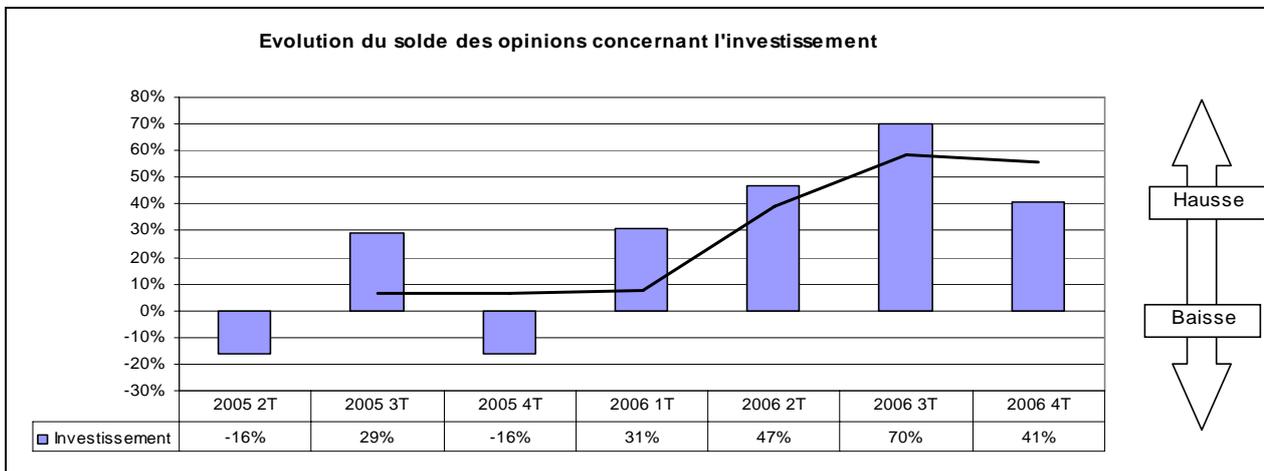
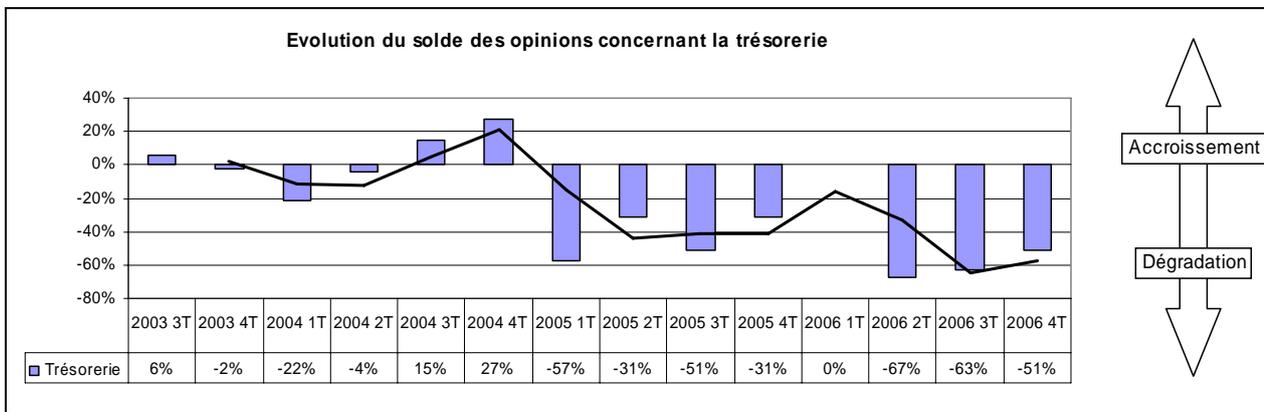
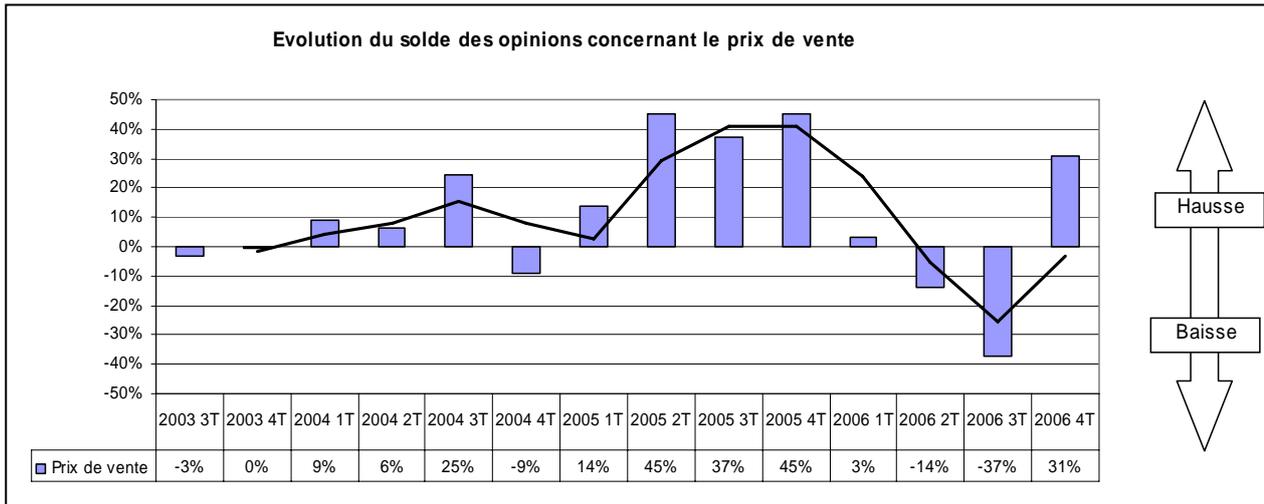
Les prévisions pour le premier trimestre 2007 affichent une stabilité de l'activité. Les chefs d'entreprises affirment investir dans le trimestre tout en maintenant leur effectif stable. Au niveau des charges, elles seraient maintenues au même niveau qu'au dernier trimestre. Enfin, la volonté exprimée de raccourcir les délais de paiement des clients est infléchie par la réalité attendue des dirigeants.

PREVISIONS							
Pour le premier trimestre							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
→	↗	→	→	→	→	↗	→

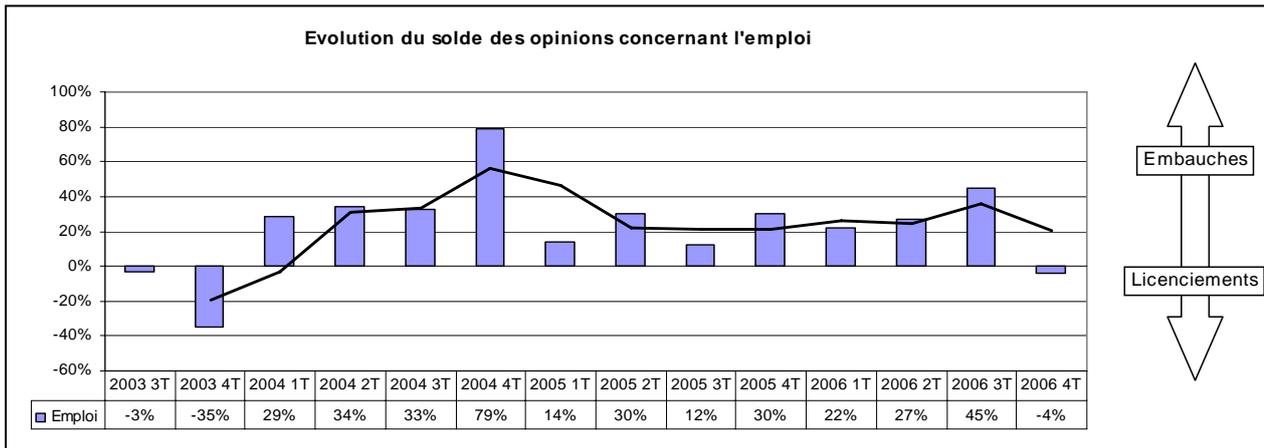
Evolution des soldes d'opinion



Source IEOM - enquêtes de conjoncture.



Source IEOM - enquêtes de conjoncture.



Source IEOM - enquêtes de conjoncture.

Points particuliers soulignés par les entreprises :

Parmi les commentaires formulés par les entreprises, nous mettons en exergue les points suivants :

Le poids des charges pèserait sur le développement de leur activité. Les plus citées sont l'électricité, le coût de transport et les taxes douanières. Les chefs d'entreprises sollicitent une politique soutenant leur développement par la réduction de ces charges.

A également été exprimée la volonté des dirigeants de supprimer les crédits accordés aux clients pour aller vers un paiement immédiat. On notera également une tendance à vouloir favoriser le paiement en liquide face au paiement par chèque ou virement.

Des problèmes de livraisons provenant de la Nouvelle –Calédonie ont été signalés par plusieurs dirigeants de sociétés. L'explication viendrait des ruptures de stocks liées au fort développement de l'activité de la Grande Terre. Cela engendrerait pour les chefs d'entreprises du Territoire la nécessité de « sur stocker » les marchandises pour répondre à la demande et de se tourner vers la métropole pour leurs commandes avec des délais et des coûts supplémentaires.

Les difficultés récurrentes liées à la main d'œuvre ont également été soulignées. En effet, les chefs d'entreprises estiment que les travailleurs locaux manquent de qualifications et de disponibilités et sont contraints de faire appel à de la main d'œuvre calédonienne ou métropolitaine. Le manque de formations des jeunes est également mis en avant comme facteur freinant le développement de l'activité économique.

Evolution du nombre d'entreprises

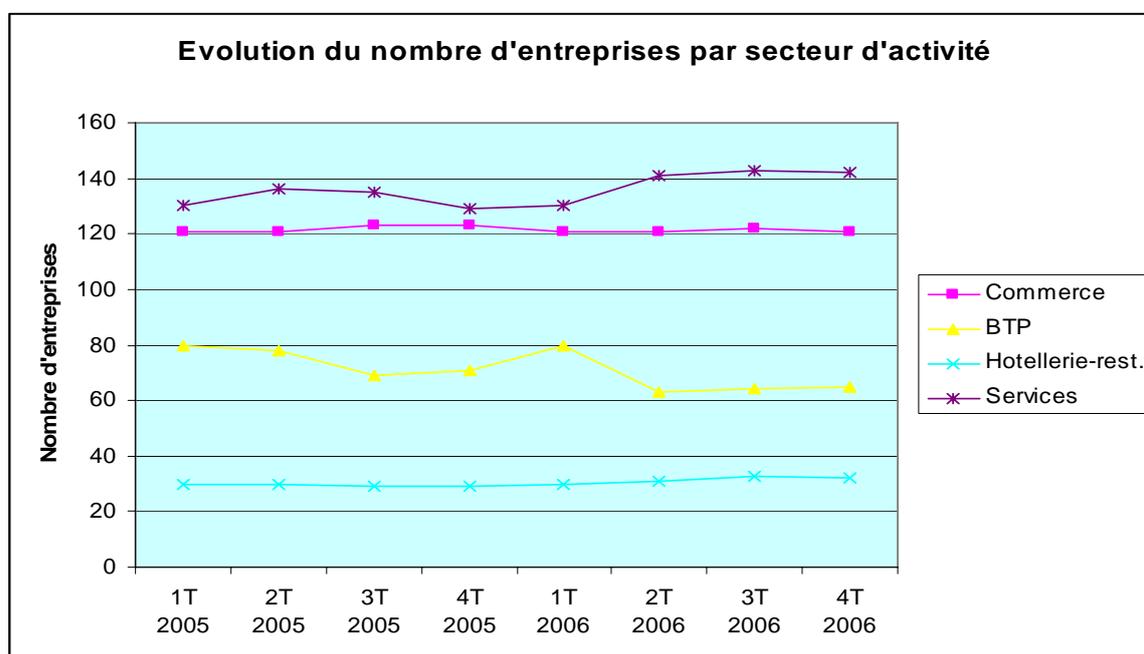
Le dernier trimestre 2006 est marqué par une relative stabilité du nombre d'entreprises sur le Territoire. On dénombre ainsi 360 structures fin décembre. Aucun secteur ne se démarque en terme de créations nettes. En revanche, le commerce bénéficie d'un léger dynamisme avec sept entreprises créées au quatrième trimestre. En un an, le nombre de sociétés a enregistré une hausse de 2,3 %.

Entreprises de Wallis et Futuna

Secteurs	Nombre total d'entreprises au 30/06/06	Nombre total d'entreprises au 30/09/06	Fermetures 4ème trimestre 2006	Créations 4ème trimestre 2006	Nombre total d'entreprises au 31/12/06
Commerce	121	122	6	7	121
BTP	63	64	3	2	65
Hotellerie-rest.	31	33	2	1	32
Services	141	143	5	4	142
Total	356	362	16	14	360

Source : Service des contributions diverses

Depuis le 1^{er} trimestre 2005, le nombre d'entreprises est resté relativement stable. Seul le secteur des services a bénéficié toutefois de quelques créations nettes. En revanche, le nombre d'entreprises du BTP s'est inscrit à la baisse depuis 2 ans.



Source : Service des contributions diverses

1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

1.2.1 LA CONSOMMATION DES MENAGES

Le produit des taxes intérieures de consommation :

L'évolution des produits des taxes intérieures de consommation traduit une détérioration (- 3,7%) de la situation en 2006. La principale origine provient d'une forte diminution des revenus des taxes sur la consommation d'hydrocarbures (-24,3 %). En revanche, les revenus des taxes intérieures de consommation sur les tabacs bénéficient d'une tendance haussière (+27,5 %). Les produits fiscaux de la vente d'alcools restent stables sur la période (-0,1 %).

Evolution des taxes intérieures de consommation

<i>Données fiscales en millions de XPF</i>	Cumul au 31/12/2005	Cumul au 31/12/2006	Variation cumul / cumul (n-1)
Taxe intérieure de consommation - alcools	157,3	157,1	-0,13%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	103,3	131,7	27,49%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	185,0	140,1	-24,27%
TOTAL	445,6	428,9	-3,75%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Les crédits à la consommation :

L'évolution des crédits à la consommation fait apparaître une relative stabilité en glissement trimestriel mais une nette baisse des encours sur un an. Au 4^{ème} trimestre, la hausse des prêts personnels non affectés est compensée par la diminution des prêts affectés. Cette dernière s'explique par une forte décroissance de l'encours des crédits pour l'achat de véhicules neufs (-30,3 %).

Encours des crédits à la consommation (en milliers de XPF)

	31/12/2005	30/09/2006	31/12/2006	Variation sur trois mois	Variation sur un an
prêts personnels (non affectés)	388 425	482 680	531 368	10,1%	36,8%
véhicules	461 323	363 330	318 035	-12,5%	-31,1%
<i>véhicules neufs</i>	<i>447 898</i>	<i>355 932</i>	<i>312 199</i>	<i>-12,3%</i>	<i>-30,3%</i>
<i>véhicules occasion</i>	<i>13 425</i>	<i>7 398</i>	<i>5 836</i>	<i>-21,1%</i>	<i>-56,5%</i>
appareils ménagers	38 218	25 135	27 614	9,9%	-27,7%
divers	326	85	0	-	-
sous total prêts affectés	499 867	388 550	345 649	-11,0%	-30,9%
TOTAL	888 292	871 230	877 017	0,7%	-8,2%

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

Les immatriculations de véhicules neufs suivent une forte hausse au quatrième trimestre 2006, tant au niveau des automobiles (+138,7 %) que des deux roues (+191,7 %), vraisemblablement non financés par crédit bancaire. Wallis rassemble la plupart des mises en service de véhicules neufs par rapport à Futuna.

Au niveau annuel, on constate une légère hausse des immatriculations relativement à 2005. Le nombre de véhicules neufs augmente de 7,3 % en un an. Dans une moindre mesure, les immatriculations de deux roues enregistrent une augmentation de 3,3 %.

Immatriculations de véhicules neufs

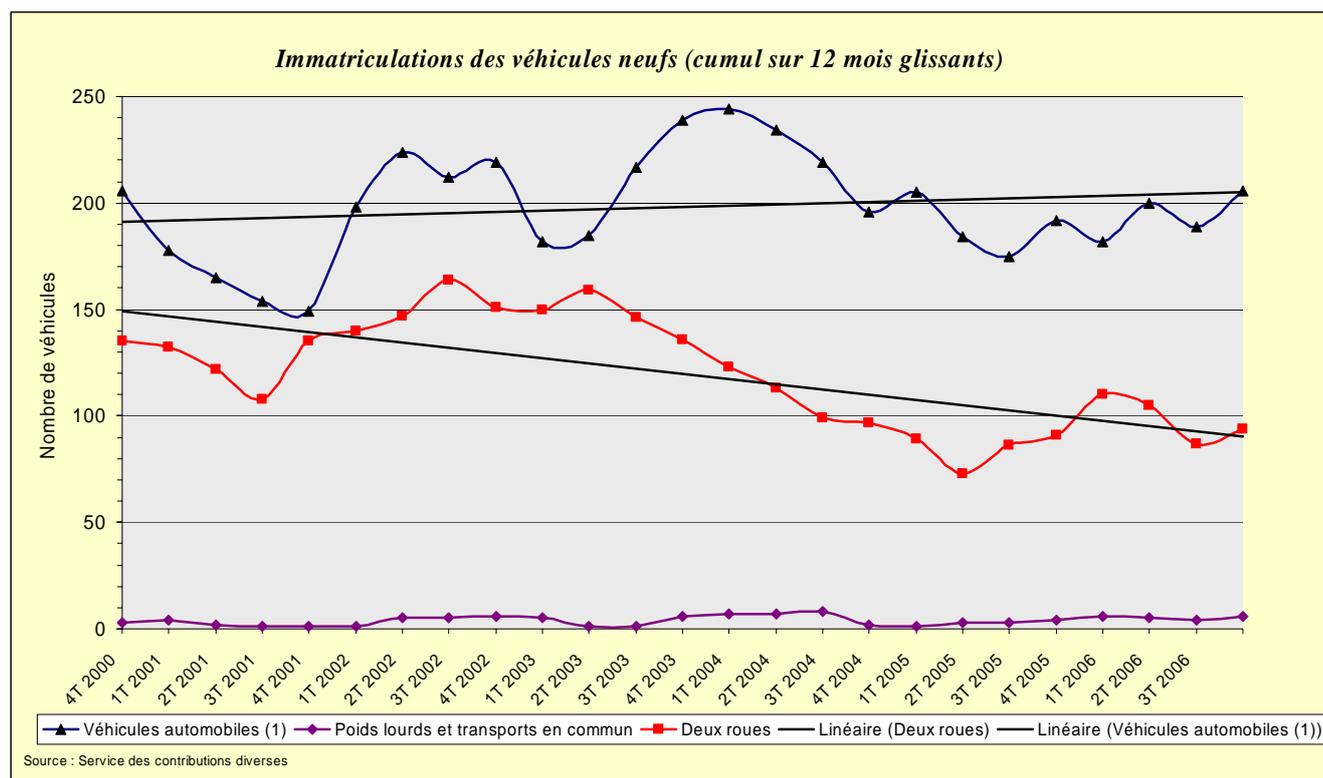
	Cumul sur 12 mois glissants au 31/12/2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Cumul sur 12 mois glissants au 31/12/2006	Variation du cumul au 31/12/06 comparé au cumul au 31/12/05	Variation trimestrielle
Véhicules automobiles (1)	192	31	74	206	7,3%	138,7%
Wallis	176	30	70	196	11,4%	133,3%
Futuna	16	1	4	10	-37,5%	300,0%
Deux roues	91	12	35	94	3,3%	191,7%
Wallis	65	7	32	76	16,9%	357,1%
Futuna	26	5	3	18	-30,8%	-40,0%

Source : Service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

Cependant, on note depuis 2001 une tendance à la baisse des immatriculations des deux roues, en dépit du redressement observé au cours des premier et second trimestres 2006, qui restent en deçà du niveau de l'année 2002.

Concernant les véhicules automobiles, la tendance reste orientée à la hausse. Enfin, il convient de noter que l'évolution du nombre de poids lourds demeure peu significative pour une interprétation tendancielle.



(1) Sauf poids lourds et transports en commun.

(2) Source : Service des contributions diverses

1.2.2 LA VULNERABILITE DE LA TRESORERIE DES MENAGES

Le dernier trimestre 2006 enregistre une diminution du nombre d'interdits bancaires, passant ainsi de 376 à 361 personnes. La vulnérabilité de la trésorerie des ménages semble diminuer à la fin 2006.

Nombre de personnes en interdits bancaires

Date	Au 31/12/05	Au 30/06/06	Au 30/09/06	Au 31/12/06	Variation m-3	Variation m-6	Variation m-12
Nombre	372	373	376	361	-4%	-3%	-3%

source : IEOM

L'évolution sur trois ans révèle qu'après une baisse significative fin 2005 (cf. graphique), le nombre d'interdits bancaires se stabilise depuis 12 mois, n'enregistrant que de faibles variations. L'effet « bingo », provoqué par l'interdiction du jeu sur le Territoire en juin 2005, semblerait se prolonger en cette fin d'année 2006.

Nombre de personnes physiques en interdits bancaires à Wallis et Futuna depuis juin 2003



1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

1.3.1 L'EMPLOI

Les données provisoires, établies par la CLR sur la base des cotisations versées, permettent de constater que le nombre de salariés du Territoire aurait progressé de 0,9% en 2006. On dénombre ainsi 1.836 personnes recensées par la CLR contre 1.820 en 2005. Cette évolution repose sur la légère hausse des emplois du secteur privé (+2,4%) résultant d'un meilleur recouvrement des cotisations auprès des entreprises. Les secteurs du commerce et des services semblent connaître une augmentation de leurs effectifs salariés, tandis que l'industrie, l'artisanat et le BTP emploieraient moins de salariés qu'en 2005. Au total, le secteur privé représente 33% de l'ensemble des salariés du Territoire.

Les effectifs du secteur public et semi-public sont stables sur l'année 2006 et représentent respectivement 56,8% et 10,2% des emplois.

Il convient de souligner l'importance des contrats de développement, emplois temporaires financés par les autorités publiques, notamment pour soutenir l'emploi.

Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la CLR

	déc-05		déc-06		Glissement annuel
	nombre	part en %	nombre	part en %	
Secteur privé	593	32,6%	607	33,0%	2,4%
dont :					
Industrie/Artisanat	100	5,5%	92	5,0%	-8,1%
BTP	79	4,4%	55	3,0%	-30,5%
Commerce	202	11,1%	241	13,1%	19,2%
Services	164	9,0%	181	9,9%	10,3%
Employés de maison	46	2,5%	37	2,0%	-20,1%
Secteur semi-public*	186	10,2%	187	10,2%	0,4%
Secteur public	1041	57,2%	1042	56,8%	0,1%
Total	1820	100,0%	1836	100,0%	0,9%
Contrats de développement	272	14,9%	350	19,1%	29,0%

Source CLR-CCPF

* Secteur regroupant des établissements publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique), RFO, l'IEOM...

1.3.2 LES SALAIRES

Le SMIG mensuel a été revalorisé de 2,5 % à compter du 1^{er} janvier 2007 et atteint 76 339 XPF sur la base de 169 heures travaillées.

Depuis le 1^{er} janvier 2000, aucun agent de l'Administration supérieure n'est plus rémunéré au SMIG. Le salaire minimum de l'administration territoriale, qui correspond à l'indice 250, s'élevait à 103 741 XPF au 31 décembre 2006 (contre 102 208 XPF un an plus tôt). Le barème de la fonction publique a été revalorisé au premier janvier 2007 de +1,5 %.

L'écart entre le SMIG et les salaires de l'administration pourrait constituer un facteur d'incitation à la recherche d'emploi dans le secteur public pour les demandeurs d'emploi et les salariés du secteur privé.

1.3.3 LES PRIX

L'évolution de l'indice des prix à la consommation se traduit par une inflation annuelle de 2,5% en 2006. Le prix des produits alimentaires reste relativement stable sur la période (+ 0,5 %). A contrario, on observe une montée des prix des produits manufacturés et des services avec respectivement 4,7 % et 3 %. La refonte de l'indice des prix est attendue pour le second semestre 2007, elle devrait notamment permettre d'élargir le panier de biens et de rectifier les pondérations des catégories de biens, aujourd'hui désuètes.

Evolution de l'indice des prix à la consommation

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
Indice global (IPC)	131,34	133,78	134,66	0,66%	2,53%
Indice des produits alimentaires	124,87	123,42	125,44	1,64%	0,46%
Indice des produits manufacturés	133,1	139,57	139,35	-0,16%	4,70%
Indice des services	155,71	160,37	160,35	-0,01%	2,98%

base 100 : 3ème trimestre 1989

Source : STSEE

1.3.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Les taxes à l'importation

Le produit des taxes à l'importation progresse de 8,5 % en 2006. On peut attribuer cette hausse tant aux droits de douane, en hausse de 9,9 %, qu'aux taxes d'entrée avec + 8 %, relativement à l'année 2005.

Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée

<i>Données fiscales en millions de XPF</i>	Cumul au 31/12/2005	Cumul au 31/12/2006	Variation p/r à l'exercice précédent
Droits de douanes ⁽¹⁾	253,9	279,1	9,93%
Taxes d'entrée ⁽²⁾	722,4	780,4	8,03%
TOTAL	976	1060	8,52%

⁽¹⁾ Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

⁽²⁾ Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et Affaires maritimes

Les importations

Tant en 2006 qu'au dernier trimestre, les importations du Territoire enregistrent une nette progression en valeur.

Sur le 4^{ème} trimestre, elles atteignent un niveau record avec 1 815 millions de XPF de biens importés contre une moyenne de 1 150 millions de XPF pour les trois derniers trimestres. En cohérence avec la hausse des immatriculations de véhicules, les importations de matériel de transport ont été multipliées par 5 atteignant 455 millions de XPF, tandis que les produits alimentaires connaissent une progression de 53 %. Le total des importations du quatrième trimestre 2006 est en hausse de 62 % relativement au troisième trimestre 2006.

L'évolution annuelle présente également une progression sensible par rapport à 2005 avec +10,6%.

Importations en valeur (millions de XPF)

	Total 2005		1er Trimestre 2006		2nd Trimestre 2006		3ème Trimestre 2006		4ème Trimestre 2006		Variation trimestrielle	Cumul depuis le début de l'année 2006	Importations 2006 / total 2005
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part			
Produits alimentaires	1 402,7	29,4%	308,8	23,2%	261,4	25,6%	305,1	27,2%	467	25,7%	53,0%	1 342,2	95,7%
Matériel de transport	549,7	11,5%	331,4	24,9%	100,7	9,9%	91,3	8,2%	455,1	25,1%	398,4%	978,4	178,0%
Produits minéraux (ciments, hydrocarbures, ...)	636,7	13,3%	165,4	12,4%	210,3	20,6%	192,2	17,2%	216,1	11,9%	12,4%	784,1	123,1%
Fournitures, BTP ...	540,1	11,3%	138,4	10,4%	95,8	9,4%	133,4	11,9%	165,6	9,1%	24,1%	533,3	98,8%
Machines et appareils (1)	597,7	12,5%	144,8	10,9%	124,8	12,2%	106,4	9,5%	181,9	10,0%	70,9%	557,9	93,3%
Industries chimiques (2)	443,2	9,3%	85,7	6,4%	91,2	8,9%	131,1	11,7%	109,6	6,0%	-16,4%	417,5	94,2%
Linges et accessoires	240,8	5,0%	63,3	4,8%	57,4	5,6%	60,4	5,4%	78,2	4,3%	29,4%	259,3	107,7%
Marchandises et produits divers (3)	114,9	2,4%	36,6	2,8%	35,8	3,5%	23,3	2,1%	46,7	2,6%	100,5%	142,4	123,9%
Papiers, cartons	114,8	2,4%	31,3	2,4%	15,6	1,5%	22,9	2,0%	35,8	2,0%	56,3%	105,6	92,0%
Instruments et appareils optiques	137,0	2,9%	23,2	1,7%	27,6	2,7%	53,7	4,8%	59,0	3,3%	9,8%	163,6	119,4%
Armes et munitions	0,3	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,1	0,0%	0,0	0,0%	-	0,1	30,1%
Objets d'art et de collection	0,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,1	0,0%	0,2	0,0%	150,2%	0,3	350,6%
Total	4 778,1	100,0%	1 329,1	100,0%	1 020,5	100,0%	1 120,1	100,0%	1 815,1	100,0%	62,0%	5 284,7	110,6%

Source : Service des Douanes

(1) électroménager, hi-fi, informatique... (2) médicaments, hygiène, peinture... (3) mobilier, articles de sport...

1.3.5 SUIVI DES RECETTES FISCALES

La comparaison entre les recettes prévues et perçues en fin d'année fait apparaître un écart positif de 108 % par rapport aux prévisions fiscales de début d'année. Le montant total des recettes fiscales du Territoire atteint ainsi 1.696,6 millions de XPF fin 2006. Le produit des droits de douane et des taxes d'entrée s'élève à 1.060 millions de XPF contre 940 millions prévus au budget primitif du Territoire. En revanche, au niveau des revenus des taxes intérieures de consommation, on note un taux de réalisation relativement faible de 93,5 %, principalement lié à la diminution des produits des taxes sur les hydrocarbures, non compensée par la hausse des taxes sur les alcools et les tabacs.

Les taxes diverses enregistrent un dépassement des prévisions provenant des droits d'immatriculation payés par un pétrolier pour acquérir le pavillon français avec Mata'Utu comme port d'attache.

Enfin, les revenus des impôts directs sont conformes aux prévisions budgétaires du Territoire.

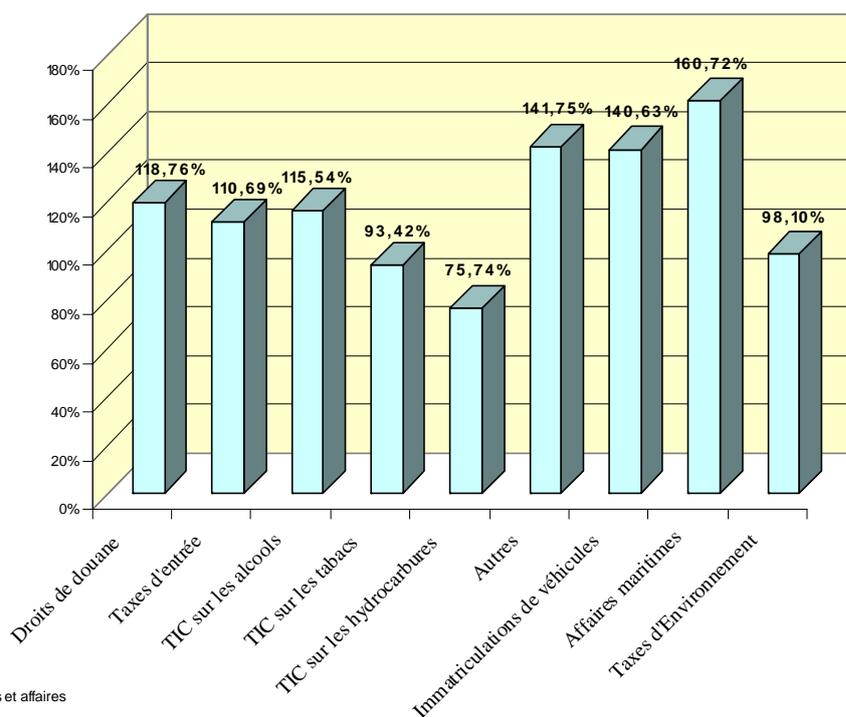
Evolution budgétaire des recettes fiscales (en millions de XPF)

Recettes...		...prévues au budget primitif 2006	...réalisées au 31/12/2006	% réalisé
Recettes douanieres	Droits de douane	235	279,09	118,8%
	Taxes d'entrée	705	780,39	110,7%
	Sous total	940	1059,48	112,7%
	Taxes intérieures de consommation :			
	alcools	136	157,14	115,5%
tabacs	141	131,72	93,4%	
hydrocarbures	185	140,12	75,7%	
Autres	6,0	8,51	141,8%	
Sous total	468,0	437,48	93,5%	
Taxes diverses	Immatriculations de véhicules	4	5,63	140,6%
	Affaires maritimes	51	81,97	160,7%
	Taxes d'Environnement	5,0	4,91	98,1%
	Sous total	60,0	92,50	154,2%
Total Taxes et droits	1468,0	1589,46	108,3%	
Impôts directs	106,5	107,13	100,6%	
TOTAL	1574,5	1696,59	107,8%	
Ventes des tabacs	260	236,85	91,1%	

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Recettes du Territoire au 31 décembre 2006

Taux de réalisation par rapport aux prévisions



Source : Service des douanes et affaires maritimes

1.3.6 L'ENERGIE

L'énergie électrique

Malgré une légère hausse de +7,4 % au dernier trimestre 2006, les ventes totales d'électricité stagnent sur le Territoire (+0,2 %) par rapport à 2005. La production suit la même tendance. Il est intéressant de noter que le nombre d'abonnés à Wallis n'est pas corrélé au nombre d'habitants. On observe par ailleurs un abonnement pour 2,4 habitants à Wallis contre un abonnement pour 5,2 habitants à Futuna, expliqué notamment par la concentration des entreprises et des services administratifs sur Uvéa.

Evolution de la production et de la distribution d'électricité

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation / 4ème trim 2005	Variation / 3ème trim 2006
Production globale (milliers de kWh)	5 234	4 801	5 162	-1,4%	7,5%
Wallis	4 338	3947	4192	-3,4%	6,2%
Futuna	896	854	970	8,3%	13,6%
Ventes totales (milliers de kWh)	4259	3974	4267	0,2%	7,4%
Wallis	3408	3186	3439	0,9%	7,9%
Futuna	851	788	828	-2,6%	5,1%
Abonnés	3 653	3 611	3 669	0,4%	1,6%
Wallis	2538	2502	2561	0,9%	2,4%
Futuna	1115	1109	1108	-0,6%	-0,1%

Source : EEFW

Le taux de perte en ligne (rapport entre les ventes et la production) est de 18,6% au 4^{ème} trimestre 2005, et de 17,3% au 4^{ème} trimestre 2006, soit une amélioration de 1,3 point.

L'évolution uniforme des tarifs limite les impacts d'une différenciation des clients (aide aux PME, aux ménages défavorisés, etc.) : Chaque type de consommateurs, bien que bénéficiant de tarifs différenciés, subit la même hausse relative.

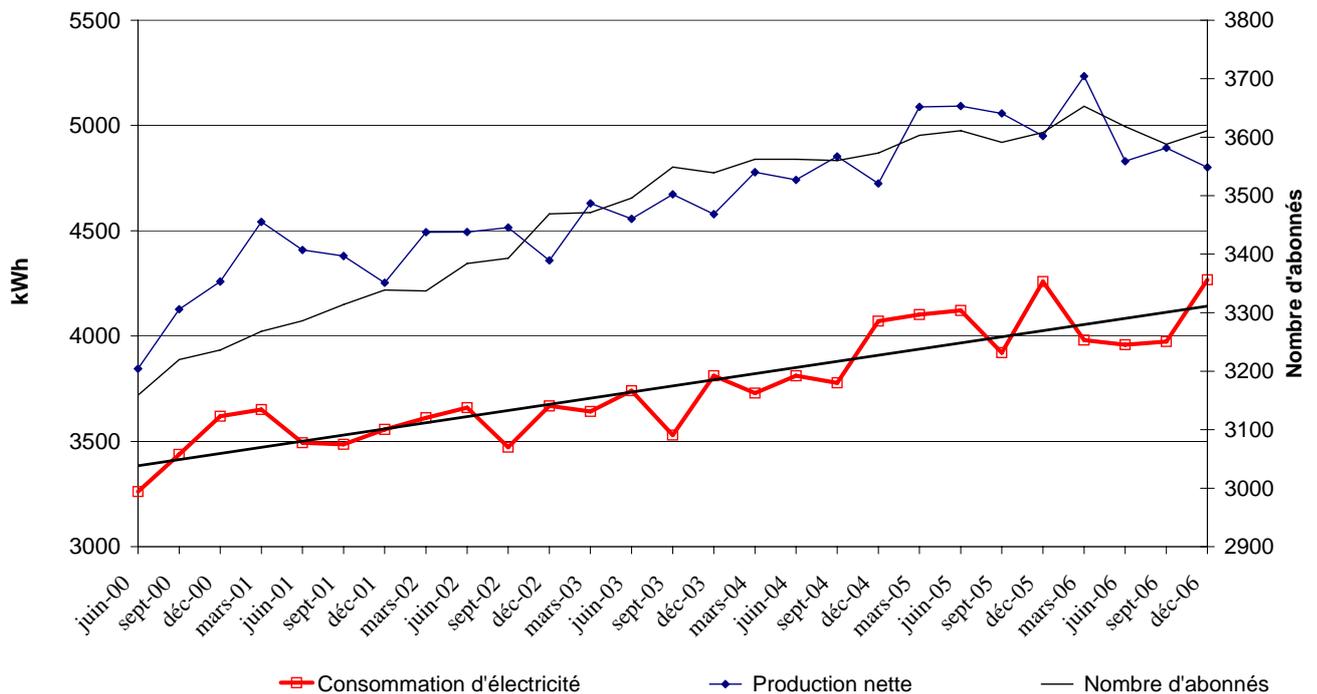
Les prix de l'électricité enregistrent une augmentation de 1,5 % sur le trimestre et de 13 % au niveau annuel. Ces hausses de tarifs traduisent notamment les efforts d'EEFW pour maintenir son réseau en état ainsi que les conséquences des variations du prix du gasoil, seule source d'alimentation des générateurs électriques du Territoire.

Evolution de la tarification de l'énergie électrique (prix du kWh en XPF)

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation / 4ème trim. 2005	Variation trimestrielle
Basse tension					
Petits utilisateurs	61,19	68,09	69,13	13,0%	1,5%
1ère tranche	76,49	85,11	86,41	13,0%	1,5%
2ème tranche	61,19	68,09	69,13	13,0%	1,5%
3ème tranche	45,89	51,07	51,85	13,0%	1,5%
Prix moyen	61,19	68,09	69,13	13,0%	1,5%
Moyenne tension					
1ère tranche	57,37	63,83	64,81	13,0%	1,5%
2ème tranche	38,25	42,56	43,21	13,0%	1,5%
Prix moyen	47,81	53,20	54,01	13,0%	1,5%

Source : EEWf

Depuis 2005, le nombre d'abonnés semble avoir atteint un plafond d'environ 3600 foyers. En l'absence d'une croissance démographique et économique soutenues, les débouchés en terme de nouveaux clients paraissent faibles. Les tendances croissantes de la consommation et de la production d'électricité sont donc liées à une utilisation plus intensive (allant de pair avec le taux d'équipement des ménages) qu'à un élargissement du réseau.

Production et vente trimestrielles d'électricité à Wallis et Futuna

Source : EEWf

Les hydrocarbures

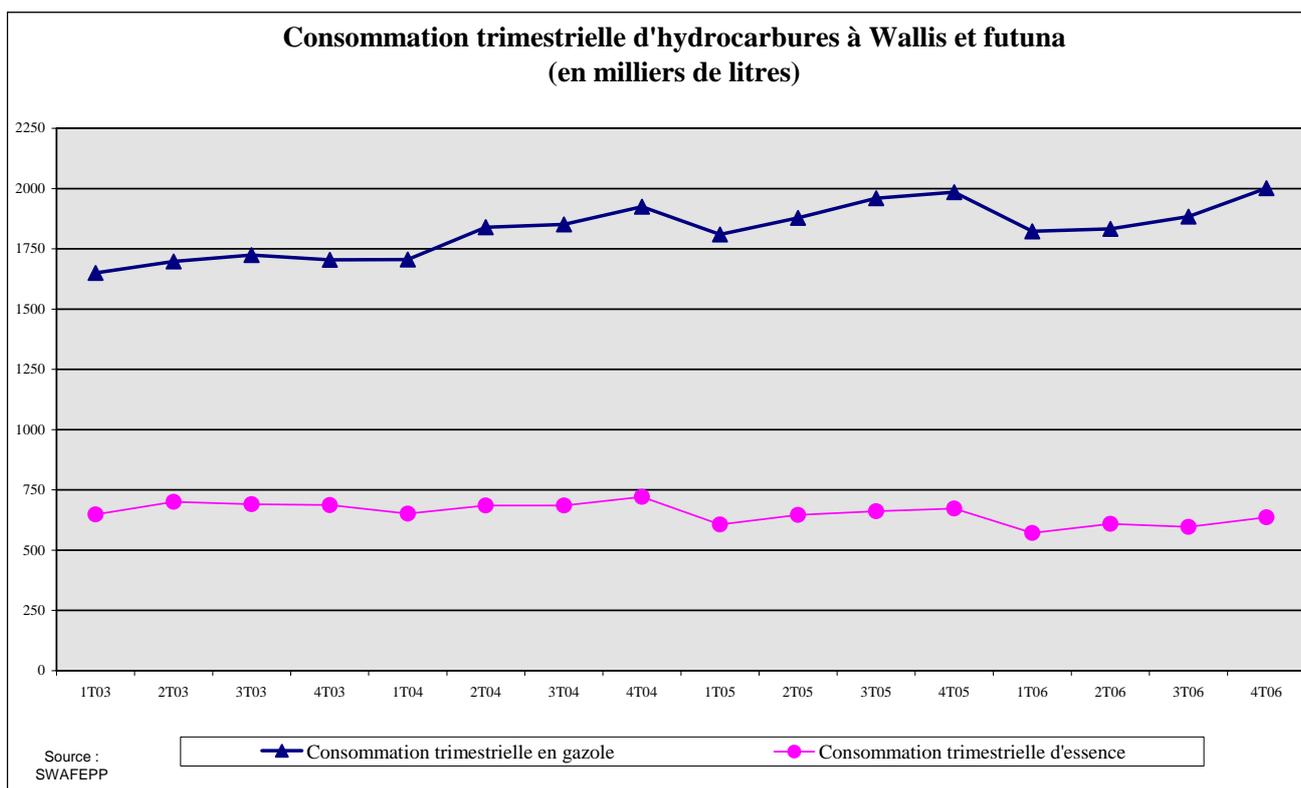
Le parc automobile se renforçant ce trimestre, les consommations de carburants des véhicules terrestres sont en hausse au quatrième trimestre 2006. On constate des progressions de 6,6 % pour l'essence et de 6,2 % pour le gasoil. La consommation pétrole Jet A1 accuse également une augmentation (+36 %), liée à une fréquence accrue des vols pendant les vacances scolaires. Enfin, la consommation du gaz butane s'inscrit à la baisse au quatrième trimestre.

Sur le plan annuel, l'ensemble de la consommation d'hydrocarbures s'avère en diminution, excepté pour le Jet A1. Cela se traduit par des baisses de la consommation d'essence et de gasoil respectivement de 6,7 % et 1,2 % en 2006 par rapport à 2005. En revanche, le trafic aérien étant à la hausse, la consommation de kérosène progresse de 11,6 % en 2006.

Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)

	Cumul		Variation / Cumul n-1	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation / trimestre précédent	Rappel 4ème trimestre 2005
	2005	2006					
Essence							
Wallis	2184,2	2068,4	-5,3%	518,5	544,2	5,0%	564,9
Futuna	403,5	344,8	-14,6%	77,9	91,8	17,8%	107,8
Total	2587,7	2413,2	-6,7%	596,4	636,0	6,6%	672,6
Gazole							
Wallis	6022,0	5893,7	-2,1%	1486,4	1557,0	4,8%	1550,7
Futuna	1612,0	1647,1	2,2%	397,7	444,8	11,8%	434,7
Total	7635,0	7540,8	-1,2%	1884,1	2001,8	6,2%	1985,4
Pétrole Jet A1							
Wallis	702,9	788,2	12,1%	192,9	262,3	36,0%	179,2
Futuna	8,1	5,5	-31,8%	1,0	1,4	40,0%	1,6
Total	711,0	793,8	11,6%	193,9	263,7	36,0%	180,7
Gaz butane (Total)	243,7	241,3	-1,0%	62,6	59,2	-5,4%	58,3

Source : SWAFEPP



1.3.7 LES ECHANGES

Le trafic aérien

Trafic international

L'évolution du trafic international est en hausse au quatrième trimestre par rapport au troisième. On enregistre quatre vols supplémentaires pour 2,3 % de passagers en plus. Le fret suit une forte progression, +34,8 %, vraisemblablement liées aux fêtes de fin d'année et aux importations de marchandises supplémentaires liées à la réduction de la desserte maritime. En glissement annuel, le nombre de passagers décroît (-1,1 %) bien que le nombre de vols progresse (+6,9 %), le taux de remplissage moyen de l'avion s'établit donc en baisse.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - international

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	58	58	62	6,9%	6,9%
Passagers	6 238	6 031	6 169	-1,1%	2,3%
- Arrivées	2 811	2 889	2 944	4,7%	1,9%
- Départs	3 427	3 142	3 225	-5,9%	2,6%
Fret (kg)	41 702	36 843	49 661	19,1%	34,8%
Poste (kg)	17 242	15 979	15 022	-12,9%	-6,0%

Source : Aviation civile

Trafic domestique

Au quatrième trimestre 2006, on compte 380 vols entre Wallis et Futuna pour 3 681 passagers transportés. Ces deux indicateurs sont respectivement en hausse de 27,5 % et 12,2 % en glissement trimestriel. Cette progression résulte principalement de l'organisation du festival du CIOFF (Conseil International des Organisations de Festivals de Folklore et d'Arts) fin 2006 à Futuna, ainsi que des vacances scolaires entraînant le retour des boursiers et élèves internes futuniens. Sur le plan annuel, le nombre de passagers reste stable (+0,1 %) et le nombre de vols progresse (+9,8 %). Les volumes de transports de fret et de poste se détériorent sensiblement en 2006.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - domestique

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	346	298	380	9,8%	27,5%
Passagers	3 676	3 280	3 681	0,1%	12,2%
- Arrivées	1 739	1 699	1 823	4,8%	7,3%
- Départs	1 937	1 581	1 858	-4,1%	17,5%
Fret (kg)	5 944	4 344	5 408	-9,0%	24,5%
Poste (kg)	2 706	1 959	2 327	-14,0%	18,8%

Source : Aviation civile

Le trafic maritime

Le trafic maritime subit une nette détérioration au quatrième trimestre. On dénombre 7 touchées contre 11 au troisième trimestre. Cette évolution est la conséquence de la suppression du second porte-conteneurs mensuel depuis septembre 2006.

Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre précédent
Porte - conteneurs	8	7	3	-62,5%	-57,1%
Pétroliers	4	3	3	-25,0%	0,0%
Butaniers	0	1	1	-	0,0%
Total	12	11	7	-41,7%	-36,4%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

1.3.8 LES TELECOMMUNICATIONS

L'année 2006, grâce notamment aux investissements réalisés par le SPT et financés par l'Agence Française de Développement, a connu une forte augmentation du nombre d'abonnés aux téléphones. Ces investissements ont permis de raccorder de nombreux foyers jusqu'alors exclus du réseau. En 2006, on enregistre une hausse de 19,2 % du nombre d'abonnés au téléphone par rapport à 2005. Les abonnés à Internet croissent de 23,8 % sur l'année.

Evolution du nombre d'abonnés Internet

	31-déc-05	30-sept-06	31-déc-06	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Nombre d'abonnés Téléphone	1757	1960	2095	19,2%	6,9%
Nombre d'abonnés Internet	505	544	625	23,8%	14,9%
Taux d'abonnés Internet	29%	28%	30%	-	-

Source : Service des postes et télécommunications

1.3.9 EVOLUTION DES COURS DE CHANGE

En glissement trimestriel, le Franc Pacifique a connu une appréciation pour trois des cinq devises observées. Ainsi au 31 décembre, 76 francs pacifique sont échangés pour 100 yens, contre 79 à la fin septembre. En revanche, les devises néo zélandaises et australiennes s'apprécient face au franc pacifique en gagnant respectivement 3,75 % et 1,80 %.

en XPF	Au	Au	Au	Au	Variations		
	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	m-3	m-6	m-12
100 JPY	83,79	81,87	79,91	76,04	-4,84%	-7,12%	-9,25%
USD	98,59	93,86	94,26	90,61	-3,87%	-3,46%	-8,09%
AUD	70,21	69,71	70,23	71,49	1,80%	2,56%	1,83%
NZD	60,35	57,19	61,43	63,73	3,75%	11,43%	5,60%
SGD	60,94	59,25	59,44	59,07	-0,62%	-0,30%	-3,07%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe - indique donc une appréciation du Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

2. L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor public. Pour les crédits, seule la banque locale est concernée. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par les établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

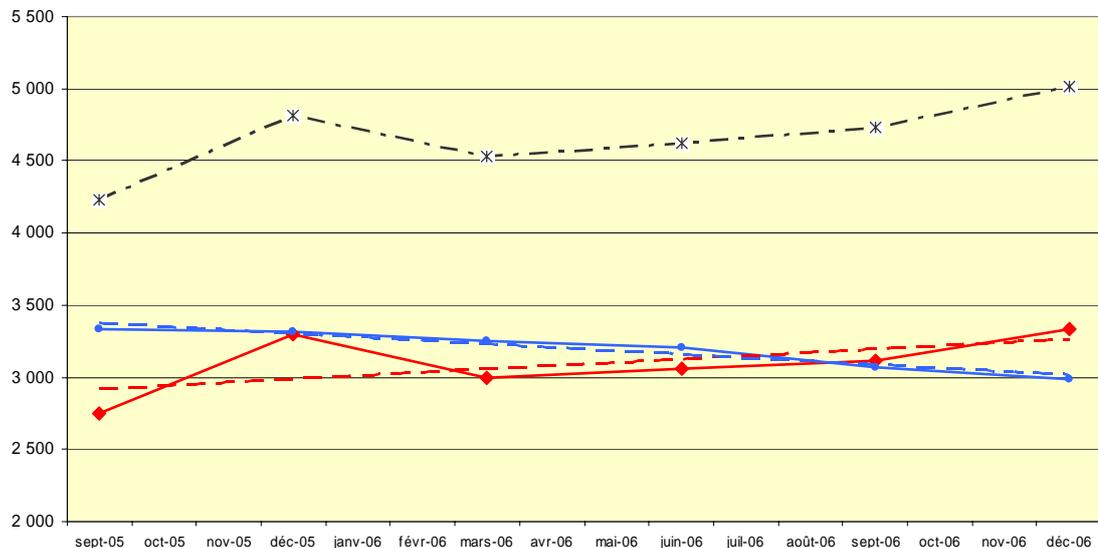
VUE GENERALE AU 31 DECEMBRE 2006

-Les dépôts collectés et gérés localement progressent au quatrième trimestre 2006. L'encours de ces derniers passe ainsi de 3 117 millions de XPF au 30 septembre 2006 à 3 333 millions de XPF au 31 décembre 2006.

-L'encours des crédits bancaires décroît ce trimestre. Il atteint 2 989 millions de XPF contre 3 073 trois mois auparavant. Cette évolution confirme la tendance observée depuis 5 trimestres.

-La masse monétaire (M3) poursuit sa progression fin 2006. Elle s'établit à 5 012 millions de XPF au 31 décembre 2006.

Evolution des principales données monétaires en millions de XPF



	30/09/05	31/12/05	31/03/06	30/06/06	30/09/06	31/12/06
total dépôts locaux	2 750	3 302	2 996	3 058	3 117	3 333
Total Crédits	3 334	3 319	3 255	3 209	3 073	2 989
M3	4 229	4 817	4 529	4 619	4 735	5 012

nota : Les dépôts locaux cumulent ceux de la banque locale et du Trésor public.

Les crédits regroupent les concours consentis par la banque locale, l'AFD et la BEI.

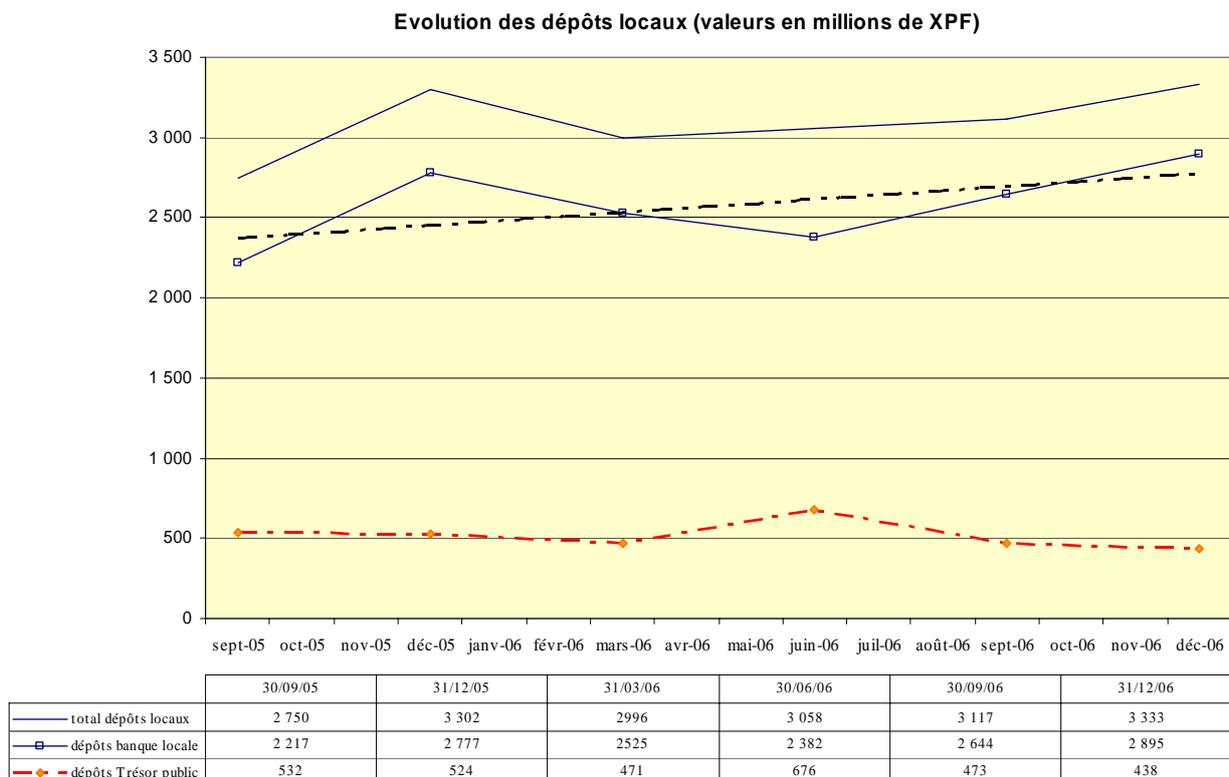
2.1 LES ACTIFS FINANCIERS

L'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une réorientation de l'épargne au profit des établissements de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion des comptes via Internet, est difficilement mesurable. Il perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts sur le Territoire.

2.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE AUPRES DE LA CLIENTELE NON FINANCIERE (TABLEAU I)

Les statistiques de l'IEOM ne tiennent pas compte des dépôts locaux de la CLR-CCPF (Caisse Locale de Retraites et Caisse de Compensation des Prestations Familiales) et du SPT (Services des Postes et Télécommunications) qui n'étaient pas déclarés par le Trésor car assimilés à des fonds publics hors zone d'émission.

La valeur des dépôts chez la banque locale progresse au dernier trimestre tandis que l'on observe une détérioration des dépôts chez le Trésor public. Celle-ci s'explique par la politique du Trésor de fermeture progressive des comptes courants aux particuliers.



Dépôts à vue

Les dépôts à vue, principalement des comptes courants, restent stables au dernier trimestre 2006. L'évolution annuelle traduit une tendance à la baisse de ces derniers (-7%), passant ainsi de 2 485 millions de XPF fin 2005 à 2 310 fin 2006.

<i>en millions de XPF</i>	31/12/2005	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	<i>variations en pourcentage</i>		
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m/m-6	m/m-3
Dépôts à vue	2 485	2 380	2 307	2 310	- 7,0%	-2,9%	0,1%
dont banque locale	1 960	1 704	1 834	1 872	- 4,5%	9,9%	2,1%
dont Trésor Public	524	676	473	438	-16,4%	-35,2%	- 7,4%
Comptes sur livrets	335	367	366	422	26,0%	15,0%	15,3%
dont banque locale	331	367	366	422	27,5%	15,0%	15,3%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
Autres placements liquides et à court terme	482	311	445	601	24,7%	93,2%	35,1%
Dépôts à terme	482	311	445	601	24,7%	93,2%	35,1%
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
dont banque locale	482	311	445		-100,0%	-100,0%	-100,0%
dont Trésor Public		-			-	-	-
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	3 302	3 058	3 117	3 333	0,9%	9,0%	6,9%
dont banque locale	2 777	2 382	2 644	2 895	4,2%	21,5%	9,5%
Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale	-	-	-	-	-	-	-
Plans d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3 302	3 058	3 117	3 333	0,9%	9,0%	6,9%
dont banque locale	2 777	2 382	2 644	2 895	4,2%	21,5%	9,5%
dont Trésor Public	524	676	473	438	-16,4%	-35,2%	- 7,4%

part des dépôts à vue	75,25%	77,83%	74,01%	69,31%
part des comptes sur livrets	10,16%	10,81%	11,74%	12,66%
part des autres placements LCT	14,59%	14,79%	14,28%	18,03%

Comptes sur livrets et dépôts à terme

Parallèlement, les encours des comptes sur livrets et des dépôts à terme, exclusivement collectés par la banque locale, enregistrent des hausses respectives de 15,3 % et 35,1 % sur la même période, traduisant une épargne en progression. Sur le plan annuel, l'année 2006 traduit une progression des encours. Le montant des comptes sur livret passe de 335 millions de XPF au 31 décembre 2005 à 422 millions de XPF un an plus tard. On observe le même type d'évolution pour l'encours des dépôts à terme avec + 24,7 % en un an pour un montant de 601 millions de XPF observé fin 2006.

2.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (TABLEAU II)

Après la baisse du troisième trimestre, l'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures est en hausse au dernier trimestre 2006. Cet encours n'inclut pas l'épargne collectée par les compagnies d'assurance et par les établissements non représentés sur le Territoire. Par ailleurs, les données de la CLR-CCPF sont comprises dans nos statistiques mais celles-ci ne font pas l'objet d'une actualisation régulière par cet établissement.

Les placements liquides ou à court terme

Constitués des encours gérés par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires et d'autres actifs financiers, les placements liquides et à court terme permettent à leur propriétaire de bénéficier d'une gestion déléguée et d'un portefeuille diversifié. Leur encours accuse une baisse de 3,1 % à 1 164 millions de XPF au quatrième trimestre 2006.

Les placements d'épargne à long terme

Composés principalement des obligations et des OPCVM non monétaires, leur montant s'établit à 3 187 millions de XPF au 31 décembre 2006 contre 2 957 millions de XPF trois mois plus tôt. Le niveau des contrats d'assurance-vie progresse largement tant au niveau trimestriel (+89,7 %) qu'au niveau annuel (+496,4 %) et atteignent 495 millions de XPF à la fin 2006.

TABLEAU II
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

en millions de XPF	31/12/2005	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Placements liquides et à court terme	1 198	1 207	1 201	1 164	- 2,8%	- 3,1%	- 3,1%
OPCVM monétaires	1 198	1 207	1 201	1 164	- 2,8%	- 3,1%	- 3,1%
Placements d'épargne à long terme	2 852	2 979	2 957	3 187	11,7%	7,8%	7,8%
Actions	20	21	24	24	20,0%	-	-
Obligations	1 536	1 524	1 509	1 509	- 1,8%	-	-
OPCVM non monétaires	1 212	1 200	1 163	1 159	- 4,4%	- 0,3%	- 0,3%
Assurances-vie	83	234	261	495	496,4%	89,7%	89,7%
TOTAL DE L'ÉPARGNE GÉRÉE HZE	4 051	4 186	4 159	4 350	7,4%	4,6%	4,6%

2.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ÉCONOMIQUES (TABLEAU III)

Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

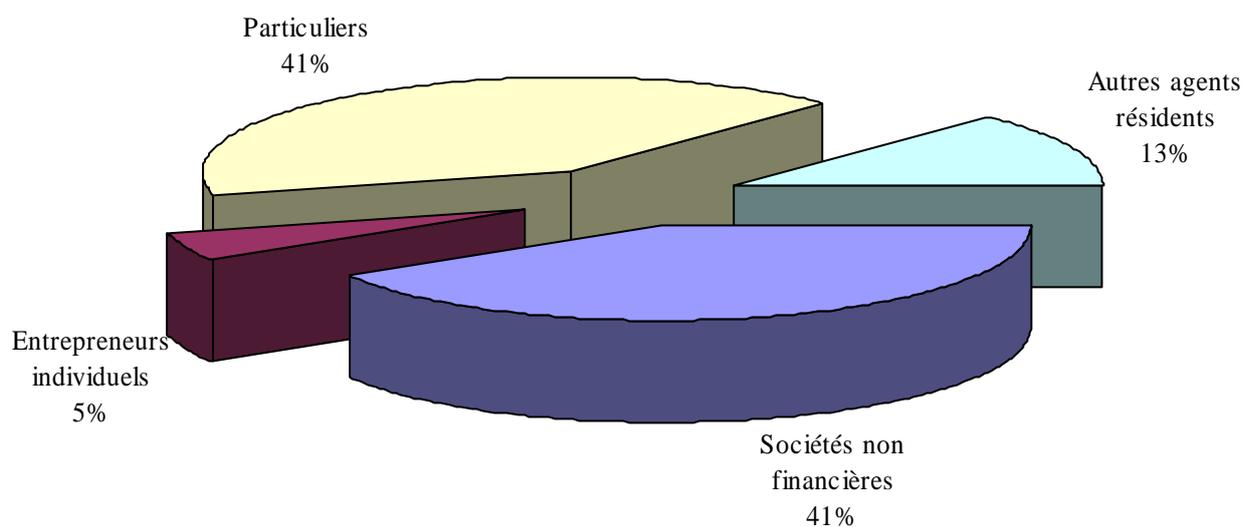
Le total des actifs financiers collectés localement s'établit à 3 333 millions de XPF au 31 décembre 2006, soit 0,9 % de plus qu'il y a un an.

La répartition des dépôts par agent économique montre la prépondérance des particuliers et des sociétés non financières dans l'encours total avec pour chacun 41 % du total. Les évolutions trimestrielle

et annuelle font apparaître la place grandissante des sociétés non financières dans les montants des dépôts locaux, passant ainsi de 36 % à 41 % en trois mois.

Par ailleurs, les dépôts à vue semblent être délaissés au profit des autres dépôts. En un an, l'encours des dépôts à vue perd 7% alors que, dans le même temps celui des autres dépôts gagne 25%.

Répartition des dépôts locaux par agents économiques



Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte
Répartition par agent économique

<i>en millions de XPF</i>	31/12/2005		31/12/2006		m/m-12
	m	%	m	%	
Dépôts à vue	2485		2310		- 7,0%
Sociétés non financières	1016	40,9%	1036	44,8%	2,0%
Entrepreneurs individuels	197	7,9%	155	6,7%	-21,3%
Particuliers	1095	44,1%	949	41,1%	-13,3%
Autres agents résidents	175	7,0%	168	7,3%	- 4,0%
Non résidents	1	-	1	-	-
Autres dépôts	817		1023		25,2%
Sociétés non financières	207	25,3%	336	32,8%	62,3%
Entrepreneurs individuels	26	3,2%	9	0,9%	-65,4%
Particuliers	321	39,3%	409	40,0%	27,4%
Autres agents résidents	260	31,8%	268	26,2%	3,1%
Non résidents	3	0,4%	1	0,1%	-66,7%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)	3302		3333		0,9%
Sociétés non financières	1223	37,0%	1372	41,2%	12,2%
Entrepreneurs individuels	224	6,8%	164	4,9%	-26,8%
Particuliers	1416	42,9%	1359	40,8%	- 4,0%
Autres agents résidents	435	13,2%	436	13,1%	0,2%
Non résidents	5	0,2%	2	0,1%	-60,0%
Certificats de dépôts (CDD)	-		-		
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	3302		3333		0,9%

2.1.4 ÉPARGNE COLLECTÉE PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT LOCAUX ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (DEPOTS HZE)

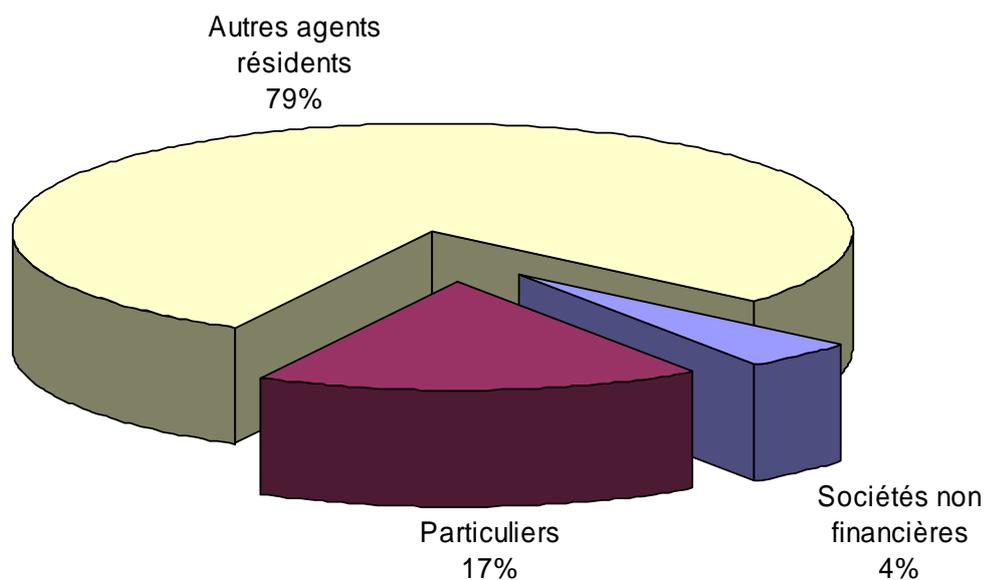
L'épargne gérée par des institutions extérieures suit la même tendance que celle gérée par la banque locale. On constate en effet une progression de 9,7 % en rythme annuel. Les particuliers sont le moteur de cette croissance, leur épargne étant passée de 323 millions de XPF fin 2005 à 747 millions de XPF fin 2006. La principale explication viendrait de la mise en place d'un produit bancaire lancé en début d'année sur le Territoire par la banque locale et ayant rencontré un vif succès.

Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures
Répartition par agent économique

en millions de XPF	31/12/2005		31/12/2006		m/m-12
	m-12	%	m	%	
TOTAL	3966		4350		9,7%
Sociétés non financières	230	5,8%	190	4,4%	-17,4%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-
Particuliers	323	8,1%	747	17,2%	131,3%
Autres agents résidents	3413	86,1%	3413	78,5%	-
Non résidents	-	-	-	-	-

L'épargne HZE des autres agents, constituée exclusivement de l'épargne des administrations publiques, représente 79 % du total de l'épargne HZE. Elle est toutefois restée stable sur le trimestre et sur un an.

Répartition des dépôts gérés hors de la zone d'émission



2.2 LES PASSIFS FINANCIERS

Cette partie concerne l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, situés à l'intérieur et hors de la zone d'émission et ayant une activité régulière sur le Territoire. Fin décembre 2006, le total des passifs financiers s'élève à 2 989 millions de XPF contre 3 073 millions de XPF fin septembre 2006.

2.2.1 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUES DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

Le total des concours à caractère bancaire de la zone d'émission enregistre une baisse de 1,3 % au dernier trimestre 2006. Avec 1 255 millions de XPF, l'encours atteint le même niveau qu'un an auparavant. Les particuliers sont majoritairement détenteurs de ces crédits avec 83 % du total (hors provisions non ventilées). Les sociétés non financières n'empruntent que très peu avec un encours de 134 millions de XPF au 31 décembre 2006.

Les crédits non affectés (ou de trésorerie) concernent exclusivement les particuliers pour un montant de 877 millions de XPF fin 2006 et accusent une baisse de 1,3 % en un an. Ce type de prêts représente 76 % du total des concours de la zone d'émission (hors provisions non ventilées).

Les crédits à l'équipement, totalisant 47 millions de XPF fin 2006, sont répartis entre les entrepreneurs individuels (70 %) et les sociétés non financières (30 %). Leur niveau se détériore en 2006 avec une baisse de 44 % par rapport à 2005. La faiblesse de l'encours des crédits de cette catégorie d'agents peut s'expliquer par un recours à des crédits hors zone d'émission.

L'encours des crédits à l'habitat, également d'un faible montant, s'établit à 67 millions au 31 décembre 2006, en diminution de 5,6 % par rapport au troisième trimestre mais en progression de 91,4 % en rythme annuel. Sont principalement concernés par ce type de crédits les particuliers.

Les comptes ordinaires débiteurs, autrement dits les découverts bancaires, se montent à hauteur de 137 millions de XPF à la fin 2006, contre 116 millions de XPF à la fin 2005. Les sociétés non financières sont les principaux débiteurs avec 83 % du total.

Enfin, le taux de créances douteuses s'établit au 31/12/2006 à 9,0 %, en baisse de 0,5 point sur un an.

TABLEAU IV
Concours de caractère bancaire
(Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission)

<i>en millions de XPF</i>	31/12/2005	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006			
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-			
Crédits de trésorerie	889	892	871	877	-1,3%	-1,7%	0,7%
Sociétés non financières	-	-	-	-			
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-			
Particuliers	889	892	871	877	-1,3%	-1,7%	0,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Non résidents	-	-	-	-			
Crédits à l'équipement	84	60	52	47	-44,0%	-21,7%	-9,6%
Sociétés non financières	40	23	15	14	-65,0%	-39,1%	-6,7%
Entrepreneurs individuels	44	36	37	33	-25,0%	-8,3%	-10,8%
Particuliers	-	-	-	-			
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Non résidents	-	-	-	-			
Crédits à l'habitat	35	57	71	67	91,4%	17,5%	-5,6%
Sociétés non financières	-	-	-	-			
Entrepreneurs individuels	1	1	16	15	1400,0%	1400,0%	-6,3%
Particuliers	34	56	55	52	52,9%	-7,1%	-5,5%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Non résidents	-	-	-	-			
Comptes ordinaires débiteurs	116	237	144	137	18,1%	-42,2%	-4,9%
Sociétés non financières	90	213	125	114	26,7%	-46,5%	-8,8%
Entrepreneurs individuels	6	6	5	2	-66,7%	-66,7%	-60,0%
Particuliers	21	17	14	20	-4,8%	17,6%	42,9%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Non résidents	-	-	-	-			
Autres crédits	12	10	14	13	8,3%	30,0%	-7,1%
Sociétés non financières	7	6	6	5	-28,6%	-16,7%	-16,7%
Entrepreneurs individuels	5	4	8	8	60,0%	100,0%	0,0%
Particuliers	-	-	-	-			
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Non résidents	-	-	-	-			
Créances douteuses nettes	18	19	14	9	-50,0%	-52,6%	-35,7%
Sociétés non financières	1	-	-	1	0,0%		
Entrepreneurs individuels	1	2	1	-	-100,0%	-100,0%	-100,0%
Particuliers	16	17	13	8	-50,0%	-52,9%	-38,5%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Non résidents	-	-	-	-			
TOTAL NET	1 153	1 275	1 167	1 150	-0,3%	-9,8%	-1,5%
Sociétés non financières	138	244	147	134	-2,9%	-45,1%	-8,8%
Entrepreneurs individuels	57	48	67	58	1,8%	20,8%	-13,4%
Particuliers	959	983	953	957	-0,2%	-2,6%	0,4%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Non résidents	-	-	-	-			
Provisions non ventilées	101	101	104	105	4,0%	4,0%	1,0%
TOTAL BRUT	1 254	1 376	1 271	1 255	0,1%	-8,8%	-1,3%

2.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

Les concours accordés hors de la zone d'émission représentent 58 % du total des concours accordés aux agents du Territoire. L'encours des crédits à l'habitat, octroyés par l'Agence Française de Développement et dont les derniers datent de 2004, continue de décroître, les remboursements des créances s'effectuant sans nouveaux emprunts.

Au cours de l'année 2006, l'encours a diminué de 19,1 % et atteint 784 millions de XPF. Concernant les crédits à l'équipement, seuls les autres agents résidents en sont détenteurs pour un encours de 480 millions de XPF. L'encours des créances douteuses nettes se stabilise en 2006 à 444 millions de XPF, et concerne principalement les particuliers. Enfin, le total des concours à caractère bancaire gérés par des établissements situés hors zone d'émission décroît en 2006 par rapport à 2005, de 13,3 %.

PASSIFS FINANCIERS
TABLEAU V
Concours de caractère bancaire
(Etablissement de crédit situé hors zone d'émission)

<i>en millions de XPF</i>	31/12/2005	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006			
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-			
Crédits de trésorerie	-	-	-	-			
Crédits à l'équipement	560	530	486	480	-14,3%	-9,4%	-1,2%
Sociétés non financières	27	24	-	-			
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-			
Particuliers	21	20	-	-			
Autres agents résidents	512	486	486	480	- 6,3%	-1,2%	-1,2%
Crédits à l'habitat	1 001	882	848	810	-19,1%	-8,2%	-4,5%
Sociétés non financières	3	2	2	2	-33,3%	0,0%	0,0%
Entrepreneurs individuels	28	26	24	23	-17,9%	-11,5%	-4,2%
Particuliers	970	854	822	784	-19,2%	-8,2%	-4,6%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Créances douteuses nettes	440	422	427	444	0,9%	5,2%	4,0%
Sociétés non financières	38	13	12	33	-13,2%	153,8%	175,0%
Entrepreneurs individuels	61	60	59	59	- 3,3%	-1,7%	0,0%
Particuliers	341	349	356	352	3,2%	0,9%	-1,1%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
TOTAL NET	2 001	1 833	1 802	1 734	-13,3%	-5,4%	-3,8%
Sociétés non financières	68	39	36	35	-48,5%	-10,3%	-2,8%
Entrepreneurs individuels	89	86	83	83	- 6,7%	-3,5%	0,0%
Particuliers	1 332	1 222	1 196	1 136	-14,7%	-7,0%	-5,0%
Autres agents résidents	512	486	486	480	- 6,3%	-1,2%	-1,2%
Provisions non ventilées	-	-	-	-			
TOTAL BRUT	2 001	1 833	1 802	1 734	-13,3%	-5,4%	-3,8%

2.2.3 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE (TABLEAU IV + V)

Toutes zones d'émission confondues, les concours à caractères bancaires se détériorent sensiblement en 2006. Ils enregistrent une baisse de 9,9 % en un an, pour un montant total de 2 989 millions de XPF fin 2006.

Les sociétés non financières auraient moins emprunté en 2006 qu'en 2005. L'encours total de leurs crédits, principalement composés de comptes ordinaires débiteurs, se monte à 169 millions de XPF au 31 décembre 2006 contre 209 millions de XPF fin 2005.

L'encours des crédits des entrepreneurs individuel est en baisse de 4,1 % en 2006. Pour moitié composés des crédits à l'habitat et à l'équipement, ces crédits se caractérisent également par la part importante de créances douteuses nettes.

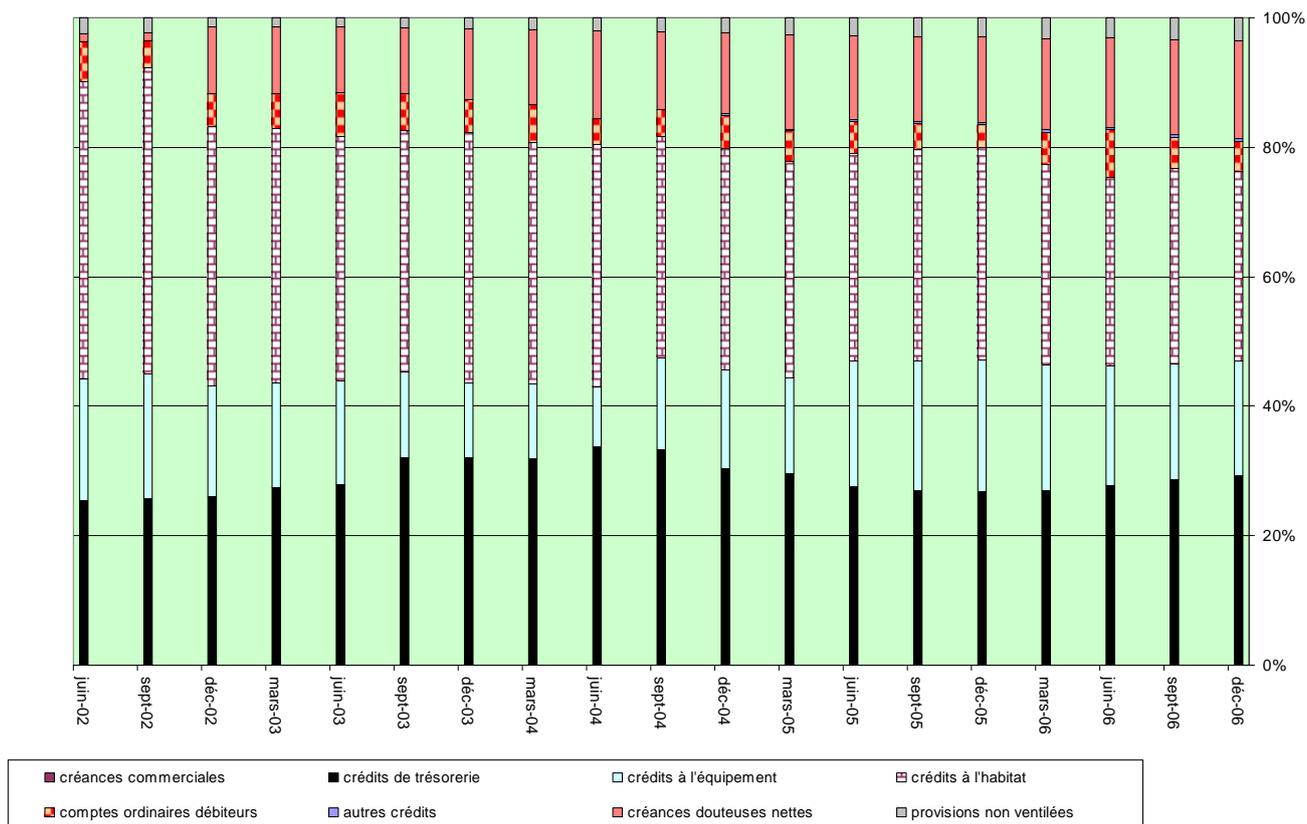
Les particuliers, plus important agents emprunteurs du Territoire, ont un encours de crédits de 2 093 millions de XPF toutes zones d'émission confondues. Les crédits à l'habitat et de trésorerie sont les plus octroyés par les établissements avec respectivement 40 % et 42 % du total des crédits en valeur. Par ailleurs, on constate une dégradation progressive de l'encours en 2006.

TABLEAU IV+V
Concours de caractère bancaire
(Toutes zones d'émission confondues)

	31/12/2005	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006			
<i>en millions de XPF</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-			
Crédits de trésorerie	889	892	871	877	- 1,3%	- 1,7%	0,7%
Sociétés non financières	-	-	-	-			
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-			
Particuliers	889	892	871	877	- 1,3%	- 1,7%	0,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Crédits à l'équipement	674	590	538	527	-21,8%	-10,7%	- 2,0%
Sociétés non financières	84	47	15	14	-83,3%	-70,2%	- 6,7%
Entrepreneurs individuels	44	36	37	33	-25,0%	- 8,3%	-10,8%
Particuliers	17	20	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	528	486	486	486	- 8,0%	-	-
Crédits à l'habitat	1 090	939	919	877	-19,5%	- 6,6%	- 4,6%
Sociétés non financières	3	2	2	2	-33,3%	-	-
Entrepreneurs individuels	30	27	40	38	26,7%	40,7%	- 5,0%
Particuliers	1 056	910	877	836	-20,8%	- 8,1%	- 4,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Comptes ordinaires débiteurs	116	237	144	137	18,1%	-42,2%	- 4,9%
Sociétés non financières	90	213	125	114	26,7%	-46,5%	- 8,8%
Entrepreneurs individuels	6	6	5	2	-66,7%	-66,7%	-60,0%
Particuliers	21	17	17	17	-19,0%	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Autres crédits	12	10	14	13	8,3%	30,0%	- 7,1%
Sociétés non financières	6	6	6	5	-16,7%	-16,7%	-16,7%
Entrepreneurs individuels	6	4	8	8	33,3%	100,0%	-
Particuliers	-	-	-	-			
Autres agents résidents	-	-	-	-			
Créances douteuses nettes	437	441	441	453	3,7%	2,7%	2,7%
Sociétés non financières	25	13	12	34	36,0%	161,5%	183,3%
Entrepreneurs individuels	62	62	60	59	- 4,8%	- 4,8%	- 1,7%
Particuliers	351	366	369	360	2,6%	- 1,6%	- 2,4%
Autres agents résidents	-	-	-	-			
TOTAL NET	3 217	3 108	2 969	2 884	-10,4%	- 7,2%	- 2,9%
Sociétés non financières	209	283	183	169	-19,1%	-40,3%	- 7,7%
Entrepreneurs individuels	147	134	150	141	- 4,1%	5,2%	- 6,0%
Particuliers	2 334	2 205	2 149	2 093	-10,3%	- 5,1%	- 2,6%
Autres agents résidents	528	486	486	480	- 9,1%	- 1,2%	- 1,2%
Provisions non ventilées	101	101	104	105	4,0%	4,0%	1,0%
TOTAL BRUT	3 319	3 209	3 073	2 989	- 9,9%	- 6,9%	- 2,7%

L'évolution des crédits émis dans la zone et hors zone d'émission accuse une tendance à la baisse depuis 2002, l'encours brut s'affichant à 2,99 milliards de XPF fin 2006. La structure des crédits de la zone d'émission (ZE) et hors zone d'émission (HZE) a légèrement évolué depuis 2001. On observe une progression sensible des créances douteuses liée essentiellement aux concours à l'habitat dont le volume s'est contracté sur la période faute de nouveau crédit accordé depuis mi 2004.

Evolution de la répartition des crédits ZE et HZE (en millions de xpf)



2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

2.3.1 LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VI)

La masse monétaire du Territoire, caractérisée par les trois agrégats M1, M2 et M3 révèle la quantité de monnaie disponible pour l'ensemble des agents économiques. Fin 2006, M3 dépasse le seuil de 5 milliards de XPF. Cette progression est essentiellement liée aux hausses de la circulation fiduciaire (+10,8 % à 1 679 millions de XPF), des dépôts à terme (+24,7 % à 601 millions de XPF) et des comptes sur livrets (+26,0 % à 422 millions de XPF). En revanche, les dépôts à vue accusent une baisse de 7 % et atteignent 2 310 millions de XPF au 31 décembre 2006.

COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/12/2005	30/06/2006	30/09/2006	31/12/2006	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
M1							
Circulation fiduciaire	1 516	1 561	1 618	1 679	10,8%	7,6%	3,8%
- Billets	1 517	1 563	1 620	1 680	10,7%	7,5%	3,7%
- Pièces	- 1	- 2	- 2	- 1	-	-50,0%	-50,0%
Dépôts à vue	2 485	2 380	2 307	2 310	- 7,0%	- 2,9%	0,1%
- Banque(s)	1 960	1 704	1 834	1 872	- 4,5%	9,9%	2,1%
- SPT	-	-	-	-			
- Trésor public	525	676	473	438	-16,6%	-35,2%	- 7,4%
Total M1	4 000	3 941	3 925	3 989	- 0,3%	1,2%	1,6%
M2 - M1	335	367	366	422	26,0%	15,0%	15,3%
Comptes sur livrets	335	367	366	422	26,0%	15,0%	15,3%
Comptes d'épargne logement	-	-	-	-			
Total M2	4 336	4 308	4 291	4 411	1,7%	2,4%	2,8%
M3 - M2	482	311	445	601	24,7%	93,2%	35,1%
Dépôts à terme	482	311	445	601	24,7%	93,2%	35,1%
- Banque(s)	482	311	445	601	24,7%	93,2%	35,1%
- SPT	-	-	-	-			
- Trésor public	-	-	-	-			
Bons	-	-	-	-			
Certificats de dépôt	-	-	-	-			
Total M3	4 817	4 619	4 735	5 012	4,0%	8,5%	5,9%

2.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VII)

La position extérieure nette du système bancaire local, égale à la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements, continue de s'améliorer au quatrième trimestre 2006 et atteint 2 186 millions de XPF.

La contrepartie de la masse monétaire s'établit à la hausse, tant en rythme annuel que trimestriel, à 5 013 millions de XPF. Les avoirs hors zones d'émission de l'IEOM progressent largement à la fin 2006 et affichent 5 174 millions de XPF contre 4 005 en fin de troisième trimestre.

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/12/2005	30/06/2005	30/09/2006	31/12/2006			
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Avoirs hors zone d'émission	4 501	4 075	4 005	5 174	15,0%	27,0%	29,2%
- Institut d'émission	2 050	2 229	1 846	2 752	34,2%	23,5%	49,1%
- Etablissements de crédit locaux (*)	2 451	1 846	2 159	2 422	- 1,2%	31,2%	12,2%
Créances sur le Trésor public	492	637	424	398	-19,1%	-37,5%	- 6,1%
Concours sur ressources monétaires	- 175	- 93	307	- 560	220,0%	502,2%	-282,4%
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 264	1 393	1 280	- 1 263	-199,9%	-190,7%	-198,7%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 439	1 486	973	1 823	26,7%	22,7%	87,4%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	553	566	570	577	4,3%	1,9%	1,2%
- Provisions sur créances douteuses	101	101	104	105	4,0%	4,0%	1,0%
- Engagements hors zone d'émission (*)	384	246	235	236	-38,5%	- 4,1%	0,4%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-			
- Divers	401	573	64	904	125,4%	57,8%	1312,5%
Total	4 818	4 619	4 736	5 013	4,0%	8,5%	5,8%
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	2 067	1 600	1 924	2 186	5,8%	36,6%	13,6%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX (TABLEAU VIII)

L'équilibre emploi ressource des établissements de crédit du Territoire fait apparaître un fort excédent à la fin 2006. On constate en effet que la valeur des dépôts collectés représente plus de deux fois celle des crédits bruts accordés. En conséquence, la position extérieure nette est égale à 2 186 millions de XPF sur un total de 3 544 millions de XPF affichés au bilan.

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2005					
Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	1 264	37%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 751	81%
Réserves obligatoires	76	2%	Financement sur ressources propres *	654	19%
Réserves libres		0%	Excédent des op. diverses des EC	2	0%
(-) position extérieure nette des EC	2 067	61%	Réescmppte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 407	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 407	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 septembre 2006					
Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	1 280	39%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 587	79%
Réserves obligatoires	89	3%	Financement sur ressources propres *	674	20%
Réserves libres	-		Excédent des op. diverses des EC	33	1%
(-) position extérieure nette des EC	1 924	58%	Réescmppte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 293	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 293	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2006					
Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	1 263	36%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 831	80%
Réserves obligatoires	95	3%	Financement sur ressources propres *	682	19%
Réserves libres	-		Excédent des op. diverses des EC	30	1%
(-) position extérieure nette des EC	2 186	62%	Réescmppte	ND	
TOTAL DES EMPLOIS	3 544	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 544	100%

(*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

2.5 RAPPEL DES TAUX

2.5.1 LE TAUX D'INTERET LEGAL

Le taux d'intérêt légal est défini par la Loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Par décret n° 2007-217 du 19 février 2007, le taux d'intérêt légal pour l'année 2007 a été fixé à 2,95 %.

En %	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'intérêt légal	8,4	5,82	6,65	3,87	3,36	3,47	2,74	4,26	4,26	3,29	2,27	2,05	2,11	2,95

2.5.2 LES TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM AU 31 DECEMBRE 2006

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables
taux de la facilité de dépôt	13/12/2006	2,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	12/12/2006	2,50%	5,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,15 % à 6,60 % (Taux SGFGAS depuis le 01/01/2007)
taux de la facilité de prêt marginal	13/12/2006	4,50%	
taux de l'escompte de chèques	13/12/2006	4,50%	

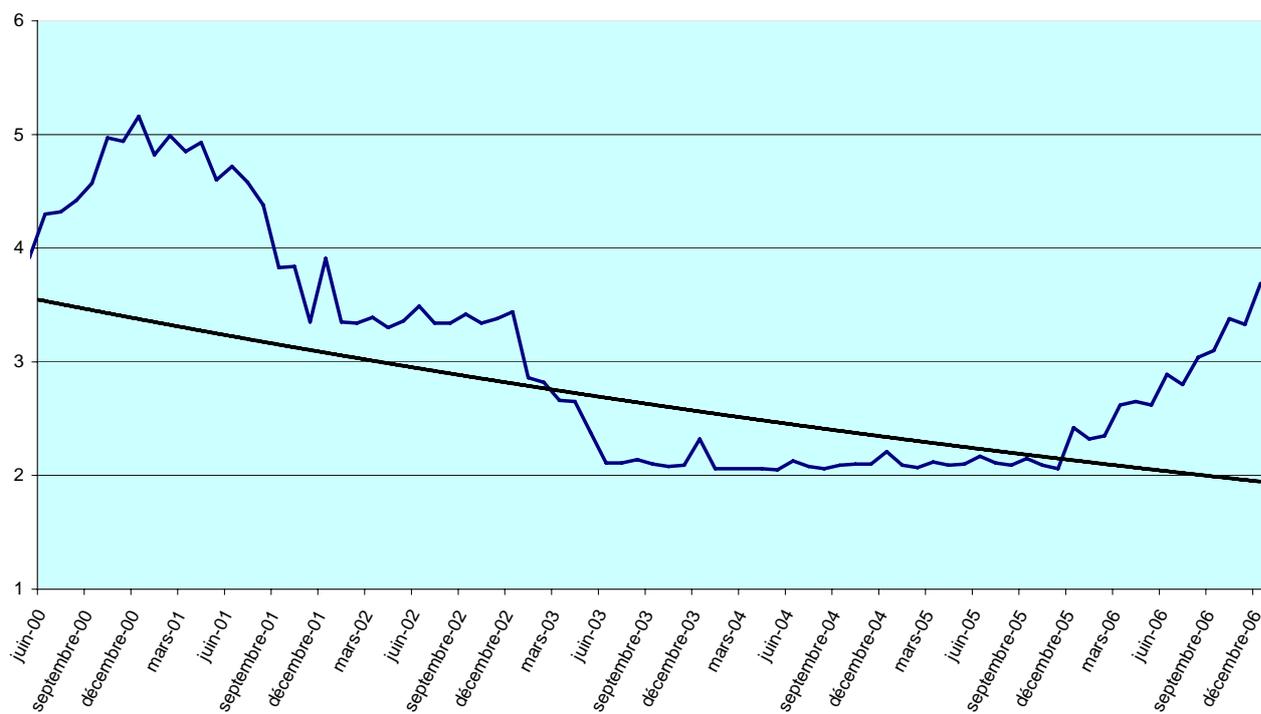
2.5.3 LES TAUX DU MARCHE

Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60 % depuis le 15 octobre 2001. Le taux de base bancaire local reste inchangé depuis le 1^{er} avril 2006 et s'établit à 8,4 %.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire et courbe de tendance

T4M



TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EONIA: Euro OverNight Index Average

2.5.4 LES TAUX D'USURE

Prêts aux particuliers				
Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.
	2006	2006	2006	2006
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	5,72 %	5,80 %	5,99 %	6,16 %
- Prêts à taux variable	5,36 %	5,48 %	5,57 %	5,73 %
- Prêts à taux relais	5,63 %	5,68 %	5,81 %	6,03 %
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	19,67 %	20,21 %	20,36 %	20,53 %
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	17,37 %	17,81 %	18,20 %	18,81 %
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	7,89 %	8,40 %	8,48 %	8,53 %

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.
	2006	2006	2006	2006
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,95 %	9,96 %	10,25 %	10,49 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,49 %	5,55 %	5,67 %	6,17 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,91 %	5,99 %	6,31 %	6,51 %
- Découverts en compte (2)	12,35 %	13,33 %	13,97 %	14,00 %
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,81 %	8,44 %	8,51 %	8,81 %

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim.	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.
	2006	2006	2006	2006
- Découverts en compte (3)	12,35 %	13,33 %	13,97 %	14,00 %

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

3. LES MISSIONS DE L'IEOM

L'Institut d'Emission d'Outre-mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

L'émission des signes monétaires : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP⁽¹⁾ (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1^{er} janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1^{er} janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1.000 XPF = 8,38 Euros). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10.000, 5.000, 1.000 et 500 XPF et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 XPF.

Les opérations de compensation interbancaire : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1^{er} octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions⁽²⁾, de crédits à taux réduits.

Les services rendus à la communauté bancaire (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

3.1 L'EMISSION DES SIGNES MONETAIRES

Sur le second semestre 2006, la circulation fiduciaire enregistre une légère hausse et atteint 1 707 millions de XPF. L'émission nette de pièces s'est traduite par un retrait de la circulation fiduciaire pour un montant de 1 043 milliers de XPF.

<i>en milliers de XPF</i>	30-juin-06	30-sept-06	31-déc-06
Billets	1 637 211	1 726 326	1 708 171
Pièces	-2 008	-1 306	-1 043
Total	1 635 203	1 725 020	1 707 128

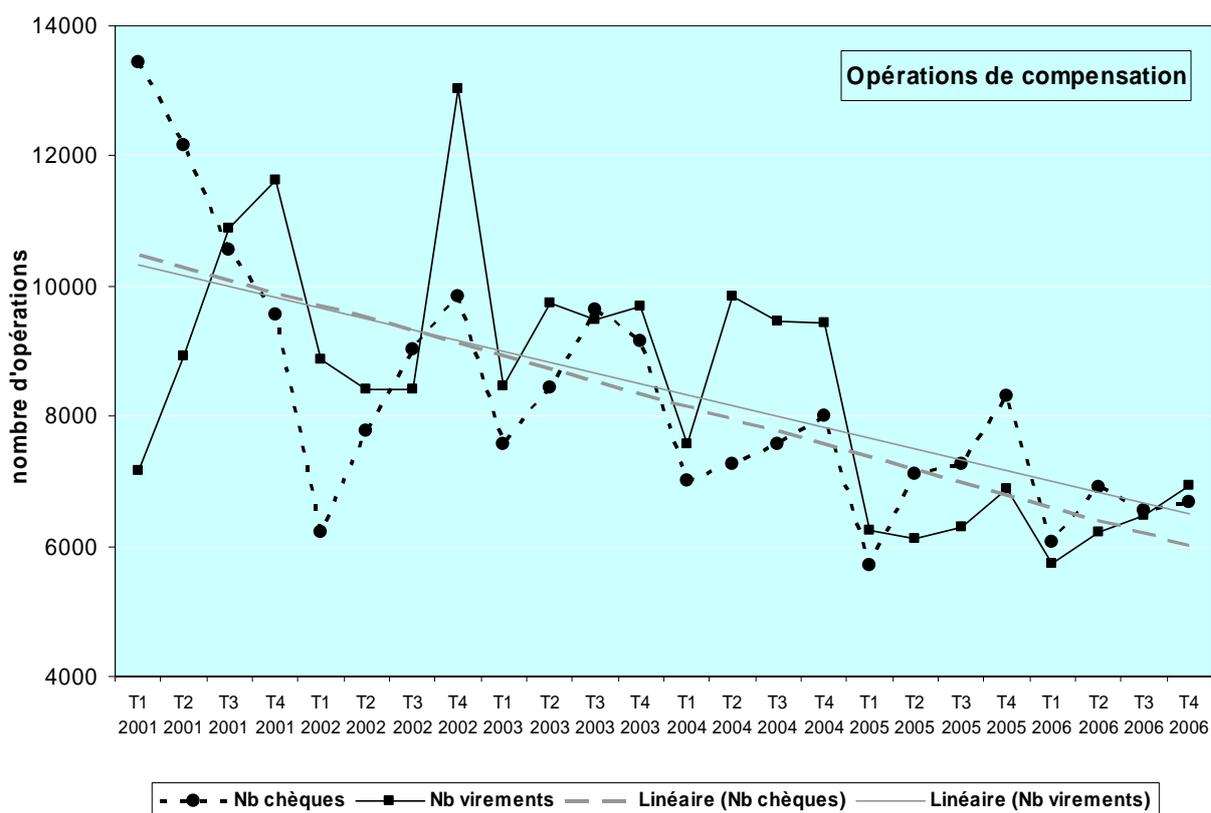
(1) CFP: Change Franc Pacifique.

(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

3.2 LES OPERATIONS DE COMPENSATION INTERBANCAIRE

Le nombre d'opérations de compensation s'établit à 13 617 au quatrième trimestre 2006, en hausse de 4,4 % relativement au troisième trimestre. Le montant total compensé connaît une forte diminution avec 1 408 millions de XPF contre 1 601 millions de XPF le trimestre précédent. L'évolution annuelle révèle une activité à la baisse de la chambre de compensation. On enregistrait un total de 53 923 opérations en 2005 contre 51 595 en 2006.

Périodes	4 ^{ème} trimestre 2005	3 ^{ème} trimestre 2006	4 ^{ème} trimestre 2006	Variation 4T06/4T05	Variation 4T06/3T06
Nb chèques	8 311	6 560	6 672	-19,7%	1,7%
Montant	660 927 780	586 732 515	603 899 315	-8,6%	2,9%
Nb Virements	6 874	6 487	6 945	1,0%	7,1%
Montant	1 022 568 993	1 014 387 528	803 634 509	-21,4%	-20,8%
Total opérations	15 185	13 047	13 617	-10,3%	4,4%
Montant total	1 683 496 773	1 601 120 043	1 407 533 824	-16,4%	-12,1%



Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :
M. Alain VIENNEY

Responsable de la rédaction :
M. Didier SIMON

Editeur:
IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05
Fax : 72 20 03
Mail : ieomwf@wallis.co.nc

Achévé d'imprimé le 15 mars 2007